

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES
CONVENTIONS VÉTÉRINAIRES
INTERNATIONALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 14 heures

PAR

ALBERT LHOSTE

Docteur-Vétérinaire

Lauréat de l'Académie d'Agriculture

JURY :

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.

Suffragants : M. LE FUR, Professeur.

M. SCALLE, Professeur.

PARIS

VIGOT Frères, Editeurs

23, Rue de l'École-de-Médecine, 23

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES
CONVENTIONS VÉTÉRINAIRES
INTERNATIONALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mai 1936, à 14 heures

PAR

ALBERT LHOSTE

Docteur-Vétérinaire

Lauréat de l'Académie d'Agriculture

JURY :

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur.

Suffragants : M. LE FUR, Professeur.

M. SCELLE, Professeur.

PARIS

VIGOT Frères, Editeurs

23, Rue de l'Ecole-de-Médecine, 23

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Pour réparer les ruines accumulées par quatre années de guerre, les belligérants n'ont pas trouvé mieux que de s'enfermer dans une « tour d'ivoire ». Ils ont pensé pouvoir faire un monde nouveau en reniant le passé.

Abandonnant les principes qui jusqu'alors avaient fait leur puissance, les Nations de la vieille Europe se sont entourées de cloisons étanches, de barricades douanières telles que tout commerce international est devenu presque impossible. En agissant ainsi, elles ont pensé arrêter l'hémorragie d'or dont elles avaient souffert, hémorragie qui, pour les Etats du Nouveau Monde, avait été une véritable transfusion. Mais, elles ne se sont pas rendu compte que ce repliement sur elles-mêmes, ce splendide isolement devait les amener à une asphyxie économique.

L'aboutissement de cette politique de vingt ans a été un désordre économique sans précédent dans l'Histoire.

Toutes mesures prises sur le plan national ayant été vaines, restaient celles relevant du plan international dont l'initiative appartenait à la Société des Nations.

Cette Haute Personne du Droit International n'a pas craint d'aborder des problèmes que d'aucuns pourront qualifier de secondaires. S'appuyant sur les données de la science et sur les conditions de la vie moderne qui font que les peuples ont des rapports directs ou indirects, consentis ou imposés avec le monde entier, elle

s'est efforcée d'ébranler le rempart douanier en ne tolérant plus que des Etats « soient à la merci de toutes les mesures surnoisées qui, selon M. Serruys, permettent toujours de trouver des maladies dans les pays dont on ne désire pas recevoir les produits ».

Se basant donc sur l'article 23 du Pacte, la Société des Nations a mis à l'étude les dispositions nécessaires pour assurer un équitable traitement du commerce tout en prenant des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

Le résultat de ses travaux a été l'élaboration de trois Conventions Vétérinaires Internationales signées à Genève le 20 février 1935 par les représentants de neuf puissances.

Elles vont faire l'objet de notre étude.

Après avoir montré la pérennité de la contagion, dit les moyens tant individuels que collectifs pour la vaincre, constaté que trop souvent elle a été utilisée à des fins protectionnistes, nous exposerons comment la Société des Nations a donné, dans le cadre du Pacte, une solution au problème en « combattant les maladies qui affectent les animaux suivant un plan et des accords internationaux » sans empiéter sur les droits de souveraineté des Etats, « tout en écartant de cette réglementation toute suspicion de protectionnisme déguisé et en contribuant à la stabilité des relations internationales ».

Ces trois conventions qui seront sous peu, sans doute, suivies d'une quatrième, prouvent que la Société des Nations continue à faire énergiquement sa longue et lourde tâche.

CHAPITRE PREMIER

LES PEUPLES ET LA CONTAGION

Les peuples ne se sont pas cristallisés dans leurs berceaux d'origine.

L'Histoire nous apprend que, pour des raisons multiples, ils ont quitté leur habitat primitif. Poussés, tantôt par le besoin de nourriture, tantôt par le désir de conquête, tantôt par celui du lucre, tantôt par celui d'aventures, tantôt par une mystique religieuse, ils sont allés à la recherche de nouvelles terres qu'ils ont, soit conservées, soit abandonnées par contrainte ou par nécessité.

Ce phénomène est naturel et remonte à l'apparition de l'Homme sur la terre. En effet, depuis les temps les plus anciens de la Préhistoire, les différents groupes d'hommes n'ont cessé de se déplacer à la surface du globe. Ces migrations ont entraîné des luttes fréquentes, des mélanges de peuples, puis, aux temps historiques, la formation et la ruine de nombreux empires. Des documents nous apprennent que des peuples aujourd'hui colonisés ont été autrefois des peuples colonisateurs ou conquérants. C'est ainsi que voici des millénaires, il y a eu une expansion océanique et africaine, œuvre des primitifs d'aujourd'hui. On retrouve la trace de l'expansion australienne dans le Sud-Africain, aux Indes, au Tonkin et jusqu'au Sud-Amérique.

Les migrations des peuples ont continué pendant les

temps historiques. Au cours des quatre mille ans qui se sont écoulés depuis le début de l'Histoire jusqu'à notre ère, de nouveaux peuples apparaissent en Orient et en Europe. Les uns détruisent les empires existants, les autres sont ou refoulés ou assimilés. Tour à tour, les Egyptiens, les Chaldéens et les Assyriens ont créé de puissants empires. Les Phéniciens, peut-être chassés de Mésopotamie, sont venus s'établir sur les côtes de Syrie au début du troisième millénaire. Les Hébreux, après de nombreuses migrations, sont passés d'Egypte en Palestine. Les Hyksos, après avoir envahi le royaume des Pharaons, en sont chassés.

Du ^{xvi}^e au ^{xi}^e siècle avant J.-C., l'Asie Mineure et l'Europe méridionale ont été envahies à plusieurs reprises par des peuples parmi lesquels on reconnaît les Achéens et les Doriens, ancêtres des Grecs; les Italiotes, ancêtres des Romains. A la même époque, les Perses, descendus des plateaux de l'Iran, conquéraient tout l'Orient, de l'Assyrie à l'Egypte.

Quatorze siècles avant l'ère chrétienne, les Hittites ont fondé un empire côtier. Les Crétois ont étendu leur domination sur mer; les Egyptiens sur terre. Les Phéniciens, aux périodes de Sidon, de Tyr et de Carthage, ont dominé dans la Méditerranée. Grâce aux périplès de Néchao et d'Hamon, les côtes orientales et occidentales de l'Afrique ont été explorées.

Alexandre s'empare de tout l'empire perse. Plus tard, les Grecs et les Romains, trop à l'étroit dans leurs frontières, conquièrent les peuples voisins.

Plus près de nous, nous voyons les peuples pasteurs obligés comme les peuples chasseurs de passer d'un territoire dans un autre. Quand il n'y a plus de terres

vacantes, les migrations se transforment en envahissement.

*
**

Tous les pays ont été le théâtre d'invasions. C'est le cas de la Chine et de l'Inde. Les Mongols de l'Asie Centrale ont, en se déplaçant, fondé de vastes empires depuis l'Inde jusqu'en pleine Europe.

En Europe, les invasions des barbares, de race ouralo-altaïque, sémitique et aryenne, ont mis fin au v^e siècle à l'Empire Romain qui s'est démembré sous la poussée des Wisigoths, des Huns, des Burgondes et des Vandales. Les uns s'installent en Gaule; les autres, en Afrique. C'est à cette époque que s'ouvre pour nous la sombre période du Moyen-Age après les nouvelles invasions des Normands et des Hongrois et le démembrement de l'Empire Carolingien.

Le xi^e siècle fut le siècle des grandes expéditions féodales dont la plus extraordinaire de toutes fut la Première Croisade entreprise en 1096 pour délivrer Jérusalem de la domination turque.

Au xv^e siècle, les Turcs détruisent l'Empire Byzantin et les Arabes sont rejetés d'Espagne en Afrique.

A cette même époque, la France voit la fin de la triste guerre de Cent Ans et un siècle plus tard, de 1494 à 1559, elle est engagée dans douze guerres successives.

Les siècles suivants ne le cèdent en rien aux siècles précédents. Ainsi, pour ne parler que de la France, nous rencontrons les guerres de Trente Ans, de Sept Ans, de la Révolution et de l'Empire pour arriver aux guerres modernes continentales et coloniales des xix^e et xx^e siècles.

*
**

Concurremment avec ces interpénétrations guerrières ont existé des mouvements pacifiques, bien que les trois grandes civilisations méditerranéenne, indienne et chinoise n'aient eu que peu de relations commerciales dans l'Antiquité et le Moyen-Age.

Aux temps préhistoriques, le commerce devait être assez faible, comme chez les sauvages actuels et généralement limité aux marchés locaux.

Dans l'Antiquité, le commerce maritime paraît le plus important en raison du moindre prix des transports. Les grandes routes commerciales terrestres aboutissent à Babylone. De là, elles partent, l'une vers l'Inde; l'autre, vers la Méditerranée.

Les Egyptiens échangent leurs produits manufacturés contre les matières premières des contrées voisines moins civilisées. Le commerce extérieur se fait par voie de terre vers la Syrie et l'Arabie, vers l'intérieur de l'Afrique et le Soudan, vers la mer Rouge, le Yémen et l'Inde.

Les Phéniciens ont servi d'intermédiaires entre les vieilles civilisations asiatiques et l'Europe encore barbare. Leur commerce maritime a lieu vers Chypre et Sidon; leur commerce terrestre, vers l'Arménie, le Caucase, la Mésopotamie, l'Arabie et l'Inde.

Les Carthaginois commercent avec les Grecs, les Italiens, l'Espagne; les Grecs avec l'Asie-Mineure, la Russie du Nord et la Sibérie; l'Empire Romain avec la Sicile, la Gaule et Carthage. Trois routes à cette époque font communiquer l'Empire avec l'Inde.

Au Moyen-Age, l'on observe les relations des Arabes avec la Chine, l'Indo-Chine et les îles de la Sonde.

A cette époque encore se développe le commerce de Venise, de Gênes, de Florence et des ligues Hanséatiques dont la fondation remonte à 1241.

Les temps presque modernes sont les époques des foires du Landit, créées par Dagobert (au ^{xviii} siècle celle-ci ne fut plus qu'une foire aux moutons), de Champagne, de Lyon, de Beaucaire, de Leipzig et de Nijni-Novgorod où venaient les acheteurs de tous pays.

Au ^{xvii} siècle, le commerce est surtout stimulé par le système mercantile et colonial dont Colbert reste le plus illustre représentant.

Si dans les temps modernes, ces grandes foires, à date fixe, ont presque disparu, le commerce subsiste cependant toujours, mais il est complètement transformé au ^{xix} siècle. L'organisation d'une viabilité nouvelle dans la plupart des pays civilisés, la création des chemins de fer, l'extension de la marine à vapeur ont changé les conditions du commerce en général. Celui-ci est devenu universel et toutes les parties du globe sont tributaires les unes des autres pour l'immense majorité des produits d'origine végétale ou d'origine animale.

*
**

Que les territoires aient été envahis pacifiquement ou guerrièrement, les peuples prévoyants, soit qu'ils fussent migrants ou conquérants, commerçants ou colonisateurs ont toujours été accompagnés d'impédimenta parmi lesquels se trouvaient des animaux domestiques. Ceux-ci leur servaient, en effet, soit pour leur transport,

soit pour leur nourriture, soit pour le développement ou l'amélioration de l'élevage en pays neuf ou conquis.

A quelques exceptions près, ces animaux domestiques appartenaient aux espèces que nous rencontrons de nos jours: équidés, bovidés, ovidés, suidés, canidés. En effet, l'asservissement d'autres, tels que la fouine et la martre en Grèce, le loup-peint et le chacal en Egypte, après avoir été essayé fut abandonné et n'a pas été repris de notre temps. Or, la pathologie ou ce que l'on sait de la pathologie à cette époque nous permet d'affirmer que les maladies qui sévissaient alors sur ces animaux ressemblaient étrangement à celles que nous rencontrons de nos jours.

Alors comme maintenant, les plus terribles, celles contre lesquelles l'on était le plus désarmé, celles qui produisaient et produisent encore le plus de ravage sont et restent les maladies contagieuses dont le développement est fonction de la densité animale, des migrations et des guerres.

A toutes les époques de l'histoire et même de la pré-histoire, l'on peut dire que la transmission de certaines affections est admise.

Nous trouvons tout d'abord dans la Bible des passages concernant les fléaux que Jéhovah envoie aux Egyptiens au nombre desquels se trouve une peste qui atteint les chevaux, les ânes, les chameaux, les bœufs et les brebis.

Pendant le siège de Troie (1218 av. J.C.), Homère cite aussi une autre peste qui frappe les chiens, les chevaux, les mulets et même les hommes. Plutarque signale qu'au temps de Romulus une mortalité générale sévit sur tous les êtres vivants. Thucydide parle d'un terrible fléau qui

sème partout la mort. En 461 avant notre ère, les Volscs refoulent dans Rome les paysans du Latium qui apportent dans la ville une maladie commune aux animaux et à l'homme.

Le poète Silius Italicus rappelle qu'en 212, les armées romaine et carthaginoise voient leur cavalerie décimée en Sicile par une affection foudroyante.

Si les écrits de l'époque hippocratique nous renseignent assez peu parce qu'ils sont devenus pour la plupart indéchiffrables ou mutilés par les copistes du Moyen-Age, par contre, les œuvres des auteurs gréco-romains et en particulier celles de Mago de Carthage, de Caton le Censeur, de Varron, de Virgile, de Columelle, de Pline l'ancien et de quelques autres signalent l'importance et la fréquence de la contagion et des maladies contagieuses. A cette époque comme de nos jours, la contagion s'effectue soit par voie directe, c'est-à-dire par contact d'un sujet sain avec un sujet malade, soit par voie indirecte, par les vêtements, l'air, le sol, les eaux. C'est pourquoi certains auteurs, Varron en particulier, préconisent quelques mesures sanitaires bien sommaires telles que la division des troupeaux, l'isolement et la fuite devant la maladie.

Au ^ve siècle de notre ère, Végèce tout particulièrement reconnaît la contagiosité de la morve et de la peste bovine si bien décrite par Virgile dans les *Géorgiques*. Il admet aussi la transmission de la rage par morsure. Il reconnaît non seulement le danger des malades mais encore celui de tous les produits animaux frais et recommande de séparer les malades des animaux sains de peur qu'ils ne soient contaminés. Ses idées et celles

de ses contemporains sur la contagion sont donc exactes.

Au Moyen-Age et dans les siècles suivants, les documents montrent que non seulement en France mais encore dans tous les pays du globe, les épizooties existent à l'état chronique et que les pertes des bestiaux sont très nombreuses. Les chroniqueurs tels que Eginhard et Grégoire de Tours signalent, l'un les ravages de la peste dans l'Empire de Charlemagne; l'autre, la terrible maladie qui, au temps de Childebart, n'épargna aucune créature.

Albert von Bollstoedt, provincial des Dominicains, évêque de Regensburg (1193-1280) décrit trois modes de la contagion d'un animal à un autre : 1° l'inoculation par morsures ou blessures; 2° le contact direct avec des animaux malades ou l'occupation de places occupées antérieurement par eux; 3° la respiration de l'air exhalé par les malades.

Le charbon existe de temps immémorial dans les diverses contrées de l'Europe. On en parle notamment dans la Grande Encyclopédie de Guy de Chauliac composée en 1363 et on signale des épizooties fréquentes de cette affection au XIII^e siècle. Elles ravagent toutes les provinces de France. Christian et Théophile Reuss de Tubingen pensent que la contagion se fait de préférence par inoculation à la suite des manipulations des cadavres charbonneux et rarement par ingestion.

La morve, connue des auteurs grecs et latins des IV^e et V^e siècles est considérée comme une des maladies les plus redoutables des solipèdes. L'idée de sa contagiosité est généralement admise et son extension se manifeste surtout pendant les guerres.

La gourme est aussi connue depuis les époques les plus reculées.

L'avortement épizootique est signalé dès le ^{xvii}e siècle sur tous les points de l'Europe.

Au ^{xviii}e siècle, l'Ancien Continent est envahi par la péripneumonie bovine, mais l'Angleterre dont le territoire n'est pas le théâtre d'opérations militaires échappe à la contagion. Et, pour se débarrasser de cette affection, il faut, en Europe tout au moins, attendre la fin du siècle dernier. Actuellement, les grands foyers de cette épizootie sont à peu près éteints partout sauf en Asie et surtout en Russie et dans l'Inde.

La peste bovine a sévi de tout temps dans le bassin de la mer Caspienne et c'est de ce foyer que partent, grâce aux hordes conquérantes, toutes les épizooties qui ont ravagé l'Europe occidentale. La maladie est mentionnée comme l'un des plus terribles parmi les fléaux de l'invasion. Pendant tout le Moyen-Age et jusqu'à nos jours, la peste est la conséquence habituelle du commerce et des guerres. Sous le pape Clément XI (1700-1721), la maladie est introduite dans la Vénitie et le Milanais par des bœufs de Hongrie venant des rives orientales de l'Adriatique. Les villes de Venise et de Padoue sont obligées de cesser le commerce des bovins en provenance de la Dalmatie pour supprimer toute cause de contagion.

De 1709 à 1711, la maladie passe des Etats du Volga dans la vallée du Danube d'où elle gagne à la fois l'Allemagne, la Hollande, l'Italie, la France et l'Angleterre. Elle persiste en Galicie, en Hongrie, en Pologne. Les armées austro-hongroises traînent à leur suite un bétail contaminé dans la guerre de la succession d'Autriche. Les armées françaises rapportent avec elles la peste

dans leur retraite sur le Mein et sur le Rhin. En 1743, elle envahit la Bavière, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne et le Dauphiné pour y demeurer jusqu'en 1747.

La peste séjourne dans l'Europe Centrale pendant presque toute la seconde moitié du XVIII^e siècle. De 1766 à 1770, elle est importée de Turquie en Hongrie, tandis qu'elle pénètre en Silésie pour gagner la Saxe, la Prusse et la marche de Brandebourg. Des Pays-Bas, elle envahit les Flandres, l'Artois, la Picardie, l'Île-de-France et la Champagne.

Pendant la longue période des guerres de la République et de l'Empire (1792-1815), la peste est disséminée dans toute l'Europe. La France est envahie une première fois lors de la retraite des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse (1796). Tous les départements du Nord et de l'Est sont dévastés.

Pendant la période d'accalmie qui suit ces longues luttes, la peste reste cantonnée dans l'Est de l'Europe. Elle apparaît plusieurs fois en Pologne.

En 1865, la peste éclate en Angleterre, apportée par une cargaison de bétail expédié du port de Revel, dans la Baltique. Elle passe de là en Hollande avec un troupeau de bœufs, contaminés par un simple passage sur le marché de Londres. De la Hollande, elle gagne la Belgique. La France semble préservée, mais des gazelles expédiées de Londres au Jardin d'Acclimatation de Paris créent un foyer qui, heureusement, ne s'étend pas.

En 1870-1871, les armées allemandes sont la source d'une contagion qui envahit la moitié des départements français.

Si vers la fin du XIX^e siècle, la peste a disparu de l'Eu-

rope, elle persiste en Asie, dans le Caucase russe, le Turkestan, la Perse, la Chine, les Indes Anglaises et les Iles de la Sonde.

La guerre de 1914-1918 ramène la peste en Europe, mais les mesures énergiques, prises par la plupart des puissances belligérantes, l'éliminent et la repoussent vers les territoires asiatiques où elle sévit toujours. Quelques rares cas, vite jugulés, sont cependant signalés, notamment en 1920 sur la frontière franco-belge.

La peste porcine est actuellement très répandue. On la trouve en Europe, en Afrique et dans les deux Amériques.

La fièvre aphteuse est observée au XVIII^e siècle en Moravie et dans le Piémont.

La fièvre typhoïde du cheval a sévi de tout temps dans le monde entier.

La clavelée est déjà signalée par Laurent Joubert et Rabelais en 1578. Ces auteurs l'observent dans les environs de Montpellier et Romazzini la retrouve en 1691 à Modène. La maladie passe ensuite en Allemagne. Les invasions les plus meurtrières sont signalées en 1754-1756, (Picardie, Champagne, Saxe); en 1762, (Palatinat); en 1773-1775, (Ile-de-France, Provence); en 1795, (Beauce et Picardie); en 1805, (Champagne, Dauphiné).

La maladie des jeunes chiens est signalée dès l'antiquité.

La rage est connue de tout temps. Celse la caractérise « la plus terrible des maladies dans laquelle le malade est terrassé par la soif qui le dévore et par l'horreur qu'il éprouve à la vue de l'eau ».

En 1721 elle sévit en France sur les chiens et les loups. Au XVI^e siècle, on la rencontre dans toute l'Europe. Pen-

dant les siècles suivants, jusqu'à la découverte de Pasteur, la rage donne lieu, tant pour l'homme que pour les animaux à des mesures curatives et prophylactiques les plus déconcertantes. M. H. Moulé rapporte que le traitement antirabique comportait pour les animaux l'emploi de « clefs ou cornets de Saint Hubert ». La clef était une tige de fer, de dix centimètres environ, emmanchée dans un manche en bois et surmontée d'un disque en métal, gravé d'un cornet, qu'on faisait chauffer à blanc et qu'on appliquait sur la morsure des animaux mordus ou sur le front de la bête à préserver. A cette clef était jointe l'instruction suivante indiquant la manière de s'en servir.

« Dès qu'on s'aperçoit qu'un animal a été mordu ou infecté par un autre, il faut faire rougir le cornet ou clef au feu et l'imprimer sur la plaie même, si cela se peut commodément, sinon sur le front jusqu'à la chair vive, et tenir ledit animal enfermé pendant neuf jours afin que le venin ne puisse se dilater par quelque agitation immodérée.

« Les animaux sains seront aussi marqués au front mais il ne sera pas nécessaire de les tenir enfermés.

« Cela fait, quelqu'un de la famille, soit pour un ou plusieurs bestiaux, commencera le même jour à réciter pendant neuf jours consécutifs, cinq Pater et Ave à l'honneur de Dieu, de sa glorieuse mère et de Saint-Hubert. Pendant tout ce temps on donnera tous les jours audit animal, avant toute autre nourriture, un morceau de pain ou un peu d'avoine bénits par un prêtre, à l'honneur de Saint-Hubert.

« La vertu merveilleuse de ces cornets pour les bestiaux est suffisamment constatée par l'expérience

« journalière, et quand même, malgré cette précaution,
« la rage se communiquerait à un tel animal, on voit
« qu'il crève sans nuire aux autres.

« Ce serait un abus, et ces clefs seraient profanées si
« l'on s'en servait pour marquer des hommes ou si
« on les imprimait sur du bois ou autre chose lorsqu'el-
« les sont rougies au feu, puisqu'elles ne sont bénites
« que pour marquer les animaux.

« C'est un abus criminel de se servir des cornets ou
« clefs de Saint-Hubert pour gagner de l'argent ou tout
« autre présent. La seule intention d'en recevoir rend
« ces cornets inutiles pour obtenir l'effet qu'on espère,
« et par conséquent ils sont profanés ».

*
**

Cet aperçu historique, tracé à grands traits et qu'à dessein nous n'avons pas voulu chronologique parce qu'il aurait paru plus fastidieux, démontre d'une façon indiscutable que la contagion et les maladies contagieuses ne sont pas de conception moderne mais bien de tous les temps.

Ces données ont même été utilisées intentionnellement dans l'art de la guerre afin de diminuer la résistance matérielle et morale de l'ennemi.

Dans le passé, on ne trouve guère de trace d'une documentation se rapportant à l'arme bactériologique. Cependant on signale qu'en 801 Grimoald, duc de Bénévent, envoyait des hommes dans l'Empire de Charlemagne avec des poudres enchantées qu'ils répandaient dans les pâturages et sur le bétail afin de provoquer des pestes.

Dans un ouvrage publié en 1650 par le Lieutenant

Général d'artillerie de Pologne, Siemienowicz, se trouve une phrase faisant allusion à « l'usage de substances capables de corrompre l'atmosphère et d'occasionner des épidémies ». La campagne de 1914-1918, par contre, nous donne quelques exemples de tentatives de contagion provoquée en Roumanie et en France par des agents ennemis.

En août 1916, le consul allemand de Kronstadt, (actuellement Brassow), adresse par la valise diplomatique à la légation bulgare à Bucarest, une boîte que les circonstances permettent de retrouver après l'entrée en guerre de la Roumanie et sans qu'elle ait été heureusement utilisée. Cette boîte contient des petits étuis en bois renfermant une ampoule en verre remplie d'un liquide jaunâtre et une notice rédigée en allemand ainsi conçue : « Fiole pour chevaux et pour bêtes à cornes. — Employer comme convenu. — Chaque ampoule suffit pour 200 têtes. — Autant que possible, inoculer directement dans la bouche; à défaut de quoi, mêler à la nourriture. — Prière de faire connaître par une note brève, le résultat ». L'analyse du produit faite par le Docteur Babès, directeur de l'Institut de Pathologie et de Bactériologie de Bucarest révèle une culture du bacille du charbon et une culture du bacille de la morve.

En 1917, sur le front français, l'on arrête un agent allemand porteur d'un matériel consistant en une bouteille de verre et en un pinceau métallique, le tout avec ces instructions : « Utiliser le bouillon de culture, soit en versant le liquide sur le fourrage destiné à l'alimentation immédiate des chevaux, soit au moyen d'un attouchement nasal à l'aide du pinceau imbibé du liquide; provoquer, autant que possible, une écorchure dans le

naseau du cheval, à l'aide du fil de fer, l'opération étant susceptible de se montrer plus efficace ».

Dans la même année, de nouvelles tentatives ont été constatées en divers points de notre territoire. Et cependant la déclaration de St. Pétersbourg (1868), celle de Bruxelles (1874), les résolutions d'Oxford (1880) renfermaient entre autres principes « la renonciation à l'emploi, comme arme de guerre, de certaines méthodes, poisons compris, aggravant inutilement les souffrances des hommes ou rendant leur mort inévitable, ainsi que celles s'étendant à l'élément civil ». Les Conférences de la Haye (1899 et 1907) stipulaient que « les parties belligérantes ne possèdent pas un droit illimité en ce qui concerne le choix des moyens pour nuire à l'ennemi ». Dans l'article 24 notamment, est spécialement « interdit l'emploi de poisons ou de substances pouvant occasionner des souffrances inutiles ».

Les plénipotentiaires chargés de la paix n'ont pas négligé cette angoissante question. L'article 171 du traité de Versailles a, de nouveau, interdit « les gaz asphyxiants, les toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues ». Les traités de Saint-Germain (art. 135), de Neuilly (art. 82), de Trianon (art. 119), de Sèvres (art. 176) répètent ces clauses.

Depuis 1919, dans cet esprit, de nombreuses discussions se sont ouvertes sur ces dispositions et des conventions, notamment celles de Washington en 1922, de Genève en 1924, 1925 et 1926, ont été signées. Malheureusement elles n'ont pas toujours été ratifiées par les puissances intéressées.

La conférence de Genève de mai-juin 1925 a manifesté des divergences de vues sur l'arme bactériologique.

Elle a néanmoins adopté un certain article 39 d'après lequel « les Hautes Parties contractantes s'interdisent de façon absolue, l'emploi de tous moyens de guerre microbiens ».

Nous avons cependant le regret de constater que les hommes d'Etat responsables ne semblent pas accorder une grande valeur à ces conventions. Ainsi, M. Baldwin a déclaré tout récemment que « tant que nous n'aurons pas acquis la certitude que toutes les puissances sont disposées à accepter une interdiction de guerre, le gouvernement britannique se verra dans l'obligation de prendre toutes mesures pour pouvoir se défendre en cas d'attaque par les gaz et les microbes ». Il est impossible, dit sir Macdonogh, que les états renoncent aux nouvelles formes de guerre. Il n'y a aucune raison, écrit le général von Metzsch pour que les microbes ne soient pas compris dans les procédés de combat. « Sera victorieuse, lit-on dans la *Volkezeitung* du 11 février 1921, la nation qui aura su trouver le bacille le plus virulent pour le répandre chez l'ennemi et les vaccins les plus efficaces pour s'en défendre ».

*
**

Si toutes les épidémies d'autrefois ne peuvent être assimilées aux contagions actuelles, il faut admettre que certaines formes anciennes ont disparu au cours des âges et que d'autres subsistent actuellement sous des aspects méconnaissables. Ainsi, certaines affections telles que la rage, la péripneumonie, la morve, sont facilement identifiables. Par contre, d'autres, décrites par Virgile sous le nom de « feu sacré » (*ignis sacer*) le sont moins. Toutefois, les auteurs s'accordent pour compren-

dre sous ce vocable, la péripneumonie bovine, la fièvre typhoïde du cheval, la clavelée du mouton, les maladies rouges du porc et la rage du chien dont la symptomatologie a été dans l'antiquité assez mal décrite.

De nos jours, il n'est pas un hygiéniste, à quelque pays qu'il appartienne, qui ne reconnaisse les dangers de la contagion provoquée ou naturelle. Celle-ci se développe par les migrations des peuples aujourd'hui à peu près disparues et surtout par les interpénétrations modernes plus pacifiques que guerrières.

Il est donc du devoir des Etats policés de combattre, par tous les moyens en leur pouvoir, ces fléaux qui, pour leurs nationaux et leurs voisins, sont toujours une source de ruine et aussi de mort. D'ailleurs ces affections contagieuses sont peut-être moins dangereuses qu'elles ne le paraissent puisqu'elles ont reçu le nom bien consolant de « maladies évitables ».

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE LA CONTAGION

Si les guerres, sous l'impulsion de la Société des Nations, sont appelées sinon à disparaître totalement, du moins à devenir de plus en plus rares, les relations pacifiques internationales, par suite de la faillite de la politique économique du « vase clos », apparaissent, par contre, comme devoir prendre un grand développement. Il s'ensuit donc qu'un seul mode de contagion doive retenir notre attention : la contagion commerciale ou pacifique. C'est la seule que nous devons craindre, la seule donc que nous devons combattre.

Les mesures de défense contre les maladies contagieuses, source de pertes considérables pour la richesse nationale, n'ont véritablement retenu l'attention des gouvernements que depuis l'ère chrétienne. Jusqu'à cette époque, par suite de la méconnaissance de la contagiosité de certaines affections, l'on se contentait de traiter uniquement les malades sans essayer de prévenir la maladie. Ainsi, dans le « Corpus juris » édicté par Hammourabi, roi de Babylone qui vivait vingt siècles avant J.C. on découvre l'existence d'un chef des bergers, sorte de directeur responsable de l'élevage, mais on ne trouve aucune trace de mesures sanitaires devant être prises contre les épizooties.

Les divers papyri, découverts le siècle dernier dans les nombreuses fouilles pratiquées en Egypte, mentionnent bien des traitements pour des affections qu'il nous

est assez difficile actuellement de préciser, mais ne font jamais allusion à une réglementation pour enrayer soit l'éclosion, soit le développement des maladies à caractère envahissant.

Même absence de règles chez les Hébreux, sauf en ce qui concerne l'inspection des viandes.

Les Romains sont les premiers, à notre connaissance, chez lesquels certaines mesures prophylactiques aient été indiquées. Ainsi, Végèce, pour prévenir la morve, conseille d'isoler les malades et d'enfouir profondément les morts dans un endroit écarté dont on interdira l'accès. Dans la peste, le même auteur recommande de séparer les malades des animaux sains de peur que ces derniers ne soient contaminés.

Varron prescrit, lors d'invasion pesteuse, de diviser les troupeaux en petits lots isolés entre eux et de fuir les pâturages et les régions infectées, car, dit-il, « un seul malade peut causer des désastres dans le troupeaux ». A ces recommandations, auxquelles nous souscrivons volontiers à l'heure actuelle, s'oppose l'idée populaire que, seules, les érections de temples aux dieux peuvent arrêter le fléau.

Au Moyen-Age, la lutte contre les maladies aussi bien sporadiques qu'épizootiques consiste uniquement en la sollicitation, par des prières appropriées, de la protection de saint Hubert, de saint Martin, ou de saint Nicolas.

Il faut attendre l'an 1550 pour constater d'une façon sûre, la première intervention sanitaire émanant des Pouvoirs Publics. A cette date, Philippe I, duc de Poméranie, édicte un « Mandat à cause des moutons galeux ». Ce mandat s'applique encore à toutes les maladies con-

tagieuses de cet animal. Il prescrit de tuer les malades ou de les conduire hors du pays. L'importation des moutons malades et le déplacement de tous les bergers dont les troupeaux sont infectés, sont interdits. Ces mesures sont maintes fois confirmées par les successeurs du duc.

En 1579, Johann Georg, prince électeur de Brandebourg, publie une ordonnance contre la « Suhmerschafe » et charge le Landreiter de Teltow de faire disparaître sans retard la maladie en prenant telles mesures qu'il appartiendrait.

Une épidémie de dysenterie humaine ayant coïncidé en 1599 avec une réintroduction de la peste bovine dans les Etats de Venise, le Sénat rend une ordonnance interdisant, sous peine de mort, de vendre ou de distribuer de la viande de bœuf, du beurre, du lait ou du fromage. Seul, le mouton, réfractaire à cette maladie, pourra être consommé jusqu'à la fin de l'épizootie.

Les villes de Venise et de Padoue prohibent l'introduction des bœufs en provenance de la Hongrie et de la Dalmatie parce qu'ils apportent la peste.

Le pape Clément VII consulte en 1711 son premier médecin Lancisi pour connaître les mesures qu'il y aurait lieu de prendre afin de protéger les Etats de l'Eglise contre l'introduction de la peste bovine. Celui-ci formule des prescriptions sanitaires d'une précision telle qu'actuellement encore il n'y a rien à y ajouter.

On doit d'après ce savant :

1° Empêcher tout contact avec un animal soupçonné d'avoir approché des pestiférés.

2° Faire assommer les pestiférés, plutôt que de les égorger.

3° Mettre des gardes autour des étables où sont les malades, pour s'opposer à la sortie des animaux et des hommes.

4° Obliger les « marescalchi » à se laver les mains et le visage avec du vinaigre avant de sortir des étables où sont les malades, à quitter leur habit de toile cirée et à le « parfumer ».

5° Brûler tout ce que les malades peuvent avoir touché ; blanchir les murs des étables et les parfumer matin et soir, pendant huit jours, avec les baies de genièvre, l'encens, l'ail et l'hysope ; laver à fond le râtelier et l'auge avec du vinaigre tenant en suspension du soufre et aromatisé.

6° Nettoyer avec une forte lessive aiguisée de chaux les réservoirs et les vaisseaux où les malades ont mangé et bu.

7° Parfumer les habits et les linges des pasteurs et leur faire laver les mains et le visage avec du vinaigre.

8° Ensevelir dans des fosses très profondes, éloignées des étables et des chemins, les cadavres des malades et leurs excréments ; brûler toute la paille et le foin contenus dans les écuries.

9° Verser aussitôt dans une fosse éloignée de l'étable le lait des vaches atteintes, qu'il faut couvrir de beaucoup de terre.

10° Parfumer et laver les écuries des convalescents avec autant d'exactitude que celles où les malades sont morts.

11° Défendre aux paysans de sortir de leurs villages

et d'avoir une communication quelconque avec les bourgs voisins.

12° Ordonner aux paysans d'assommer toutes les bêtes pestiférées ou soupçonnées telles.

Vers cette même époque, Ramazzini insiste auprès des magistrats de Padoue pour leur faire prendre des mesures générales contre la peste. Il n'est malheureusement pas écouté des Pouvoirs Publics et seuls, de la province, les princes Pamphile et Borghèse sauvent leurs troupeaux car ils ont suivi les sages précautions recommandées en vain mais non imposées à la population.

En France, les premières mesures sanitaires légales et générales dont on ait gardé la trace, remontent à un arrêt du Conseil d'Etat du 16 septembre 1714. Ce texte défend de « conduire, amener, vendre ou exposer en vente aucuns bœufs, vaches, ni veaux de quelque province ou pays qu'ils puissent être, dans les foires ou marchés où lesdites maladies ont cours ». Il est interdit de « conduire ou d'amener desdites provinces infectées ou suspectées aucuns bœufs, vaches, ni veaux, dans les provinces ou pays où les bestiaux ne sont pas encore attaqués des mêmes maux ».

Au début du XVIII^e siècle, le duc Léopold de Lorraine édicte pour son duché une ordonnance de police sanitaire animale d'une grande rigueur. « Sur l'avis qui nous « a été donné que les bêtes rouges et porcs commen-
« çaient depuis peu à mourir fréquemment en diffé-
« rents endroits et notamment du côté de la Sarre et de
« notre bailliage d'Allemagne, ce qui pourrait causer
« l'infection dans tous les troupeaux de nos Etats, même

« des maladies entre les hommes si l'on tuait et débittait aucun desdits bestiaux malades et infectés. A quoi étant nécessaire de pourvoir promptement.

« Nous avons ordonné et ordonnons très expressément à tous les magistrats de nos villes, et bourgs et à tous les maires et officiers des villages de nos Pays et Terres de notre Obéissance, d'empêcher du jour de la publication de notre ordonnance qu'on ne tue et débite aucun des dits bestiaux suspects de cette maladie dis qu'on nous dit être contagieuse.

« Leur recommandons de faire enterrer sans retard et couvrir de trois pieds de terre tous les bestiaux qui mourront avec leurs peaux sans qu'il soit permis de les dépouiller et de punir d'amende les propriétaires d'iceux qui délaieront de le faire, et qui les laisseront, étant morts, exposés à la campagne.

« Défendons à tous nos marchands, tanneurs ou autres, d'acheter aucune des dites peaux et leur recommandons, en cas qu'ils en aient acheté de les enterrer sous peine d'amende.

« Et pour empêcher que la communication de ce mal ne pénètre dans les endroits qui n'en sont pas infectés, nous ordonnons à tous nos officiers susdits et sujets, d'empêcher qu'aucun des dits bestiaux n'entre et ne traverse dans nos Etats sous prétexte de les y vendre.

« Et faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient d'en acheter provenant des dits endroits sous prétexte du bon marché pour lequel on les leur présente, sous pareille peine.

« Et à tous bouchers et autres personnes d'en tuer et d'en débiter au public sous peine d'amende pour la

« première fois, d'être fouettés et marqués pour la
« seconde et de mort pour la troisième ; les dites amen-
« des applicables moitié aux délateurs et l'autre aux
« pauvres des villages et aux hôpitaux des villes et
« bourgs où il y en aura.

« Enjoignons aux magistrats des lieux où il y a des
« boucheries ouvertes d'envoyer un de leurs corps aux
« dites boucheries, que soient présents à la visite des
« bêtes qui y seront conduites pour y être tuées, laquelle
« se fera par les maîtres des bouchers et sans frais, les-
« quels répondront en leurs purs et privés noms des
« contraventions qui pourraient se commettre en notre
« présente ordonnance et des dommages et intérêts qui
« y pourraient en arriver.

« Mandons à tous nos lieutenants généraux, prévôts,
« chefs de police et autres nos officiers de tenir la main,
« chacun en droit soy, dans leur ressort, à l'exécution
« très exacte des présentes et de donner avis du progrès
« de la maladie de huitaine à autre, au Maître des Requê-
« tes de quartier près notre Personne, à peine de nous
« en répondre pareillement en cas de négligence aucune
« de leur part. Car ainsi nous plaît... »

Le 6 janvier 1739 est publiée une ordonnance du roi concernant les précautions à prendre sur les frontières à l'occasion des maladies contagieuses qui sont répandues dans une partie de la Hongrie et dans les provinces voisines. Ce document est intéressant à rappeler car il est le premier, en France tout au moins, qui, par mesure d'hygiène, ose fermer les frontières au commerce étranger et demander des certificats de salubrité.

Aussi, allons-nous le transcrire.

« Art. 1. — Tout commerce et négoce de bestiaux et
« marchandises de quelque espèce que ce soit venant
« des dists pays ou qui y auront passé sera et demeurera
« interdit et suspendu jusqu'à ce qu'autrement par Sa
« Majesté ait été ordonné.

« Art 2. — Pour prévenir... veut Sa Majesté que les
« négociants, commerçants, voituriers et autres qui vou-
« draient faire entrer des marchandises d'Allemagne et
« pays en dépendant autres que ceux qui sont attaqués
« de la contagion soient tenus de rapporter des certifi-
« cats de santé expédiés en bonne et due forme par les
« magistrats du lieu d'où les dits bestiaux seront partis
« et où les dites marchandises auront été fabriquées,
« lesquels certificats seront présentés à l'entrée du
« Royaume aux commandants ou magistrats pour être
« par eux visés à faute de quoi il ne leur sera pas per-
« mis de continuer leur route.

« Art. 3. — Aucun voyageur, passager ou autre venant
« d'Allemagne ne sera pareillement admis à entrer dans
« le royaume sans un pareil certificat de santé visé des
« commandants ou magistrats de la première ville de la
« frontière qui se trouvera sur leur route.

« Art. 4. — Voulant Sa Majesté que ceux qui n'en
« seront pas munis soient obligés de rétrograder comme
« suspects.

« Art. 5. — Les officiers qui ont fait une campagne
« en Hongrie doivent pour rentrer faire quarantaine.
« Sa Majesté trouve bon qu'en rapportant un certificat
« authentique des magistrats des lieux où ils auraient
« fait ladite quarantaine l'entrée du royaume leur soit
« permise. »

Si ces mesures convenablement observées permettent

de continuer sans danger le commerce international, elles font aux Pouvoirs Publics qui les ont justement édictées, une obligation, ne serait-ce qu'à titre d'exemple, de maintenir dans le pays, un état sanitaire élevé. C'est pourquoi, sans doute, un arrêt de la Cour du Parlement ordonne en 1745, dans son article 5 « qu'aussitôt
« que les bêtes seront mortes, les propriétaires, les fermiers seront tenus de les enterrer avec leur peau, les
« dites bêtes préalablement coupées par quartiers, dans
« des fosses de huit à dix pieds de profondeur pour
« chaque bête, de jeter dessus les dites bêtes de la chaux vive et de recouvrir exactement ladite fosse jusqu'au
« niveau du terrain, enjoint aux dits officiers, en leur
« absence, de leur fournir des charrettes, chevaux, harnais, civières ou traîneaux, même les manouvriers
« dont ils auront besoin, sans qu'on puisse traîner les
« dites bêtes, mais les porter aux fosses dans lesquelles
« elles seront jetées, le tout sous peine de cinquante
« livres d'amende contre ceux qui auraient refusé leurs
« charrettes, harnais, civières ou traîneaux ou leurs
« services pour enterrer promptement les dites bêtes
« mortes de maladie.

« Fait défense à toutes personnes de laisser dans les
« bois les dites bêtes mortes, les jeter dans les rivières,
« ni les exposer à la voirie, même de les enterrer dans
« les écuries, cours, jardins et ailleurs hors l'enceinte
« des villes, bourgs et villages, à peine de trois cents
« livres d'amende et de tous dommages et intérêts ».

L'article 6 fait défense « à toute personne de tirer des
« fosses les bêtes soit entières ou parties, sous quelque
« prétexte que ce puisse être et aux tanneurs ou autres

« d'en vendre ou acheter les peaux, à peine de trois cents livres d'amende, même de punition corporelle ».

Ces dispositions réglementaires qui font le plus grand honneur à l'esprit d'observation de ceux qui les ont inspirées, restent sans valeur si elles ne peuvent être strictement appliquées. Or, en l'absence de tout service sanitaire, les Ecoles Vétérinaires n'étant pas encore créées, sont-ce le maire et les syndics, gens de bonne volonté sans doute, mais sans compétence, qui, aux termes d'un texte du 12 mai 1763, sont chargés, dans chaque commune où une maladie épidémique s'est manifestée, d'examiner tous les bœufs, vaches, génisses et veaux pour reconnaître ceux qui sont atteints. Lors de constatation de maladie, les atteints seront séparés, séquestrés et traités.

La surveillance se renouvelle toutes les semaines et lorsqu'un propriétaire s'aperçoit qu'un de ses animaux est atteint, il doit avertir sur le champ le maire. Celui-ci se transporte sur place et veille à la séparation et à la séquestration jusqu'à la mort ou la guérison.

Un arrêt du Conseil du 19 juillet 1746 avait auparavant ordonné aux syndics des communes dans lesquelles il y a des bestiaux malades ou suspects, sous peine de cinquante livres d'amende, d'en avertir le jour même le subdélégué. Il imposait encore la séquestration et la séparation sous peine de cent livres d'amende. Il prescrivait la marque au fer chaud de la lettre « M » sur tous les bestiaux malades ou suspects.

Ces dispositions sanitaires ressemblent à s'y méprendre à celles actuellement en vigueur et les dépassent parfois même sur certains points. Ainsi, elles vont jus-

qu'à prescrire de sacrifier un petit nombre d'animaux malades présentant les premiers symptômes morbides afin de prévenir les progrès d'une contagion ruineuse. Et, pour sauvegarder les intérêts des propriétaires de bestiaux, un arrêt du Conseil du 18 décembre 1774 prévoyait des indemnités d'abatage. Ainsi, après l'établissement des procès-verbaux, le sacrifice des bêtes et l'enfouissement des cadavres avec leurs cuirs dans un lieu éloigné du village, les Pouvoirs Publics payaient un tiers de la valeur de la perte à celui qui subissait les rigueurs de la loi.

Les esprits avertis de l'époque n'étaient pas sans approuver de telles mesures et les philosophes ne dédaignaient pas de s'occuper de ces questions.

En effet, s'adressant à Bourgelat, fondateur des Ecoles Vétérinaires, Voltaire, le 18 mars 1775, écrivait de Ferney : « Je voudrais qu'on cherchât des préservatifs
« contre les maladies contagieuses de nos bestiaux, dans
« le temps qu'ils sont en bonne santé, afin de les essayer
« quand ils sont malades. On pourrait alors, sur une
« centaine de bœufs attaqués, éprouver une douzaine
« de remèdes différents et on pourrait raisonnablement
« espérer que de ces remèdes il y en aurait quelques uns
« qui réussiraient.

« Il y a, dans le moment présent, une maladie contagieuse en Savoie, à une lieue de chez moi, mon préservatif est de n'avoir aucune communication avec
« les pestiférés, de tenir mes bœufs dans la plus grande
« propreté, dans de vastes écuries bien aérées et de leur
« donner des nourritures saines ».

*
**

Chacun dans leur province, les Intendants, représen-

tants du Pouvoir Central, rendaient des ordonnances pour indiquer les moyens de lutte. Mais, une directive générale manquait à ces inspirations bien intentionnées. Un arrêt du Conseil du Roi du 18 juillet 1784 comble la lacune et codifie en règles précises tous les arrêtés antérieurs pris en la matière.

L'article premier de cet arrêt oblige à déclarer à l'autorité locale tous les cas de maladie contagieuse (gale, morve, farcin, rage, charbon) sous peine de cinq cents livres d'amende.

L'article 2 prescrit aux intendants et aux commissaires départis dans les provinces de nommer autant d'experts qu'ils le jugeront nécessaire. Ces experts devront être choisis de préférence parmi les élèves des Ecoles Vétérinaires.

Dans l'article 3, les experts requis par les officiers de la maréchaussée, les officiers municipaux et les syndics des paroisses devront visiter chez les particuliers et sur les foires et les marchés, les animaux suspects de maladies contagieuses.

L'article 4 défend de traiter les animaux atteints de maladies contagieuses avant d'avoir fait la déclaration et impose la marque et l'isolement des malades et des suspects.

L'article 5 ordonne l'abatage des chevaux morveux et des animaux dont la maladie contagieuse aurait été reconnue incurable par les experts qui seront tenus d'adresser un procès-verbal d'autopsie au commissaire ou à son subdélégué.

L'article 6 prescrit l'enfouissement des chevaux et bestiaux abattus pour cause de morve ou de toute autre maladie contagieuse pestilentielle ainsi que la désinfec-

tion des locaux, harnais, etc... le tout sous peine de cinq cents livres d'amende.

L'article 7 interdit de vendre ou d'exposer en vente des animaux atteints ou suspects de morve ou de maladies contagieuses.

D'après l'article 8, l'industrie de l'équarrissage ne peut être exercée que par privilège.

L'article 9 défend aux équarrisseurs, sous peine de déchéance, d'amende ou de toute autre punition, de vendre et de débiter « aucune viande qui proviendra des chevaux ou animaux qui auraient été abattus pour être enterrés ».

L'article 10 encourage la dénonciation, attribue au dénonciateur le tiers de l'amende et « une récompense proportionnelle au mérite de la dénonciation ».

Les maires, les échevins et les syndics sont obligés d'informer les intendants des maladies contagieuses qui se manifestent dans leur localité.

Ces sages prescriptions que l'on ne peut qu'approuver à l'exception de la délation prévue et récompensée par l'article 10, ne semblent pas avoir donné de résultats. Il est juste de reconnaître que les difficultés des temps obligeaient de reléguer au second plan la lutte sanitaire pour mettre au premier la lutte politique et la défense de la patrie. Mais, quand la situation intérieure et extérieure commence à se stabiliser, quand les conséquences des invasions territoriales se font sentir du point de vue économique et sanitaire, le Ministre de l'Intérieur du Directoire, Benezech, adresse le 15 juillet 1795 (27 messidor an V) aux Administrations centrales et municipales de la République, une lettre rappelant les dispo-

sitions législatives antérieures que les temps troublés semblaient avoir laissé tomber en désuétude. « Il règne, « écrit-il, sur les bêtes à cornes du département du Nord « et de l'Est, une épizootie meurtrière qui s'est annon- « cée d'abord par des symptômes peu alarmants ; je « n'en ai pas plutôt été instruit que j'ai envoyé de Paris « des artistes vétérinaires éclairés pour en prendre con- « naissance. Des instructions rédigées par eux sur les « lieux et à leur retour ont été publiées et répandues « dans tous les pays qu'ils avaient parcourus. La mala- « die a paru se ralentir pendant quelque temps, mais « elle reprend avec plus de force ; la rapidité de ses « progrès et le nombre effrayant des animaux qu'elle « tue ne permettent plus de douter qu'elle n'était conta- « gieuse au plus haut degré. Cet objet étant de la plus « haute importance et les moyens de police étant les « seuls capables d'empêcher la communication, j'ai cru « qu'il était de mon devoir de rappeler l'esprit des lois « et règlements rendus en pareilles circonstances et qui « n'ont pas été abrogés ; je n'ai eu qu'à concilier les dis- « positions de ces lois avec l'ordre constitutionnel ; j'y « ajouterai une courte instruction sur la manière recon- « nue comme la plus propre à prévenir cette maladie et « à la guérir dans les animaux affectés.

« Tout propriétaire ou détenteur de bêtes à cornes, à « quel titre que ce soit, qui aura une ou plusieurs bêtes « malades ou suspectes sera obligé sous peine de cinq « cents francs d'amende, d'en avertir sur le champ « l'agent de la commune qui les fera visiter par l'expert « le plus prochain ou par celui qui aura été désigné par « le département ou le canton (arrêt du Parlement du

« 24 mars 1745; arrêt du Conseil du 19 juillet 1746, art. 6 ; autre du 16 juillet 1784, art 1).

« Lorsque d'après le rapport de l'expert, il sera constaté qu'une ou plusieurs bêtes seront malades, l'agent veillera à ce que ces animaux soient séparés des autres et ne communiquent avec aucun animal de la commune. Les propriétaires, sous quelque prétexte que ce soit, ne pourront les faire conduire dans les pâturages ni aux abreuvoirs communs et ils seront tenus de les nourrir dans des lieux renfermés sous peine de cinq cents francs d'amende. (Arrêt du Conseil du 19 juillet 1746, art. 2).

« Aussitôt qu'il sera prouvé à l'agent que l'épizootie existe dans une commune, il en instruira tous les propriétaires de bestiaux de la dite commune par une affiche posée aux lieux où se placent les actes de l'autorité publique, laquelle affiche enjoindra aux dits propriétaires de déclarer à l'agent le nombre des bêtes à cornes qu'ils possèdent, avec désignation d'âge, de taille et de poids, etc... Copie de ces déclarations sera envoyée au commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton et par celui-ci à l'administration centrale du département. (Arrêt du Conseil du 19 juillet 1746, art 4).

« En même temps, l'agent municipal fera marquer sous ses yeux toutes les bêtes à cornes de sa commune avec un fer chaud représentant la lettre « M ». Quand l'Administration centrale du département sera assurée que l'épizootie n'a plus lieu dans son ressort, elle ordonnera une contre-marque telle qu'elle le jugera à propos afin que les bêtes puissent aller et venir partout, sans qu'on eût rien à craindre. (Arrêt du Conseil

« du 19 juillet 1746 et arrêt du Conseil du 16 juillet 1784).

« Afin d'éviter toute communication de bestiaux des
« pays infectés avec ceux des pays qui ne le sont pas,
« il sera fait de temps en temps des visites chez les pro-
« priétaires des bestiaux dans les communes infectées,
« pour s'assurer qu'aucun animal n'en a été distrait.
« (Arrêt du 24 mars 1745).

« Si, au mépris des dispositions précédentes, quel-
« qu'un se permet de vendre ou d'acheter des bêtes
« marquées dans un pays infecté pour les conduire dans
« un marché ou une foire, ou même chez un particulier
« d'un pays non infecté, il sera puni de cinq cents francs
« d'amende. Les propriétaires qui feront conduire leurs
« bêtes par leurs domestiques ou autres personnes dans
« les marchés ou foires ou chez des particuliers de pays
« non infectés seront responsables du fait de ces conduc-
« teurs. (Articles 5 et 6 de l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1746).

« Il est enjoint à tous les fonctionnaires publics qui
« trouveront sur les chemins ou dans les foires et
« marchés des bêtes à cornes marquées de la lettre
« « M » ,de les faire conduire devant le juge de paix,
« lequel les fera tuer sur le champ en sa présence.
« (Art. 7 de l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1746).

« Pourront néanmoins les propriétaires de bêtes saines en pays infecté en faire tuer chez eux ou en vendre
« au boucher de leur commune, mais aux conditions
« suivantes :

« 1° Il faudra que l'expert ait constaté que ces bêtes
« ne sont point malades;

« 2° Le boucher n'entrera point dans l'étable;

« 3° Le boucher tuera les bêtes dans les vingt-quatre
« heures;

,« 4° Le propriétaire ne pourra s'en dessaisir ni le
« boucher les tuer qu'ils n'aient la permission par écrit
« de l'agent qui en fera mention sur son état. Toute con-
« travention à cet égard sera punie de deux cents francs
« d'amende, le propriétaire et le boucher demeurant
« solidaires (Art. 8 de l'arrêt du 19 juillet 1746).

« Il est ordonné de tenir dans les lieux infectés tous
« les chiens à l'attache et de tuer ceux que l'on trouve-
« rait divagants. (Loi du 19 juillet 1791).

« Tout fonctionnaire public qui donnera des certi-
« ficats et attestations contraires à la vérité sera con-
« damné à mille francs d'amende, et même poursuivi
« extraordinairement. (Art. 14 de l'arrêt du 24 mars
1745).

« Dans tous les cas où les amendes pour les objets
« relatifs à l'épizootie seront appliquées, aucun juge ne
« pourra les remettre ou les modérer; les jugements qui
« interviendront en conséquence seront exécutés par
« provision, et les délinquants, au surplus, soumis aux
« lois de la police correctionnelle. (Art. 7 et 8 de l'arrêt
« du Parlement de 1745; art. 15 de celui du Conseil de
« 1746 et art. 12 de celui de 1784).

« Aussitôt qu'une bête sera morte, au lieu de la traî-
« ner, on la transportera à l'endroit où elle doit être
« enterrée, qui sera autant que possible à plus de cin-
« quante toises des habitations; on la jettera seule dans
« une fosse de huit pieds de profondeur, avec toute sa
« peau taillée en plusieurs parties et on la recouvrira de
« toute la terre sortie de la fosse. Dans le cas où le pro-
« priétaire n'aurait pas la faculté d'en faire le trans-

« port, l'agent municipal requerra un autre citoyen et
« même les manouvriers nécessaires, à peine de cin-
« quante francs d'amende contre les refusants. Dans les
« lieux où il y a des chevaux, on préférera faire trainer
« par eux les voitures chargées de bêtes mortes, les-
« quelles voitures seront lavées à l'eau chaude après le
« transport. Il est défendu de jeter le corps dans les
« bois, dans les rivières et jardins, sous peine de trois
« cents francs d'amende et de tous dommages et inté-
« rêts. (Art. 5 de l'arrêt du Parlement de 1745, et art. 6
« de celui du Conseil de 1784).

« Enfin, les corps administratifs, conformément au
« décret du 28 septembre 1791, emploieront tous les
« moyens de prévenir et d'arrêter l'épizootie; et en
« conséquence, le gouvernement compte sur leur zèle
« pour faire faire des patrouilles, mettre la plus grande
« célérité dans l'exécution des lois et ne rien épargner,
« soit pour prévenir leur pays de contagion, soit pour
« en arrêter les progrès.

« Lorsque l'épizootie se sera déclarée dans le ressort,
« ils sont chargés d'en informer les administrations des
« départements voisins et il leur est recommandé très
« expressément d'en faire part sur le champ au Minis-
« tre de l'Intérieur, ainsi que des progrès que pourra
« faire la maladie.

« Ce n'est qu'en suivant avec rigueur très scrupu-
« leuse les mesures indiquées qu'il sera possible de
« prévenir dans la plupart des départements et d'ar-
« rêter dans ceux qui sont infectés les effets d'une con-
« tagion ruineuse pour l'agriculture en général et pour
« les propriétaires ».

Cette instruction ministérielle, véritable charte sani-

taire, coordonnant toutes les mesures éparses dans les divers textes de l'Ancien Régime et du début de l'ère révolutionnaire, ne parvint pas à juguler les épizooties, tant les chevauchées impériales à travers l'Europe furent une source de propagation de maladies contagieuses.

*
**

La paix revenue enfin sur le continent, les gouvernements se penchèrent sur les ruines et les misères accumulées au cours des dernières guerres. Ils furent frappés par les pertes du cheptel national au cours des dernières années et par l'épizootie désastreuse qui, aux dires d'un rapport du Ministre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur au roi, enlevait journellement un grand nombre de bœufs et de vaches. Cette épidémie paraît avoir été apportée dans plusieurs parties du royaume par les animaux amenés à la suite des armées étrangères. Aussi, Louis XVIII, non seulement rappela-t-il les dispositions antérieures, notamment celle du Directoire exécutif, mais encore dans son ordonnance du 27 janvier 1815, fit-il appel à la troupe pour établir des cordons sanitaires.

La gendarmerie, dit l'article 2, les gardes champêtres et au besoin les troupes de ligne seront employés pour assurer l'exécution des dispositions rappelées et indiquées dans le présent article et notamment pour former des cordons de troupes et empêcher la communication des animaux infectés et suspects avec les animaux sains. Dans les départements exempts de maladie, le préfet ordonnera des visites fréquentes des étables. A l'appar-

rition des premiers symptômes morbides, l'abatage s'impose.

Avec un pareil texte, il semble que la contagion doive disparaître. Hélas! il n'en est malheureusement rien car les moyens manquent; le service sanitaire n'est pas organisé et la surveillance des frontières inexistante.

Cette carence dure plus de soixante ans. Pendant cette période, les quelques mesures prises sont inefficaces. Le décret du 5 septembre 1865 a beau donner au Ministre du Commerce et de l'Agriculture tous pouvoirs nécessaires, notamment l'autorisation « d'interdire l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du typhus contagieux », les résultats sont négatifs parce qu'il manque une organisation avec un chef responsable, chargé de veiller à la stricte exécution des lois, décrets et arrêtés. Ce n'est que vers 1875, au moment où des mesures rigoureuses prises par l'Angleterre et équivalent à une véritable prohibition que l'opinion publique s'émeut et que les Pouvoirs Publics, stimulés sans doute par l'exemple de la Prusse, de la Hollande et de la Suisse, qui viennent de modifier leur législation sanitaire, demandent au Parlement de voter une loi sur la police sanitaire des animaux. C'est celle du 21 juillet 1881.

Abrogeant tous les règlements intervenus à quelque époque que ce soit sur la question, cette loi, selon le rapporteur Mougeot à la Chambre des Députés, « donnera la garantie qu'une surveillance sérieuse est exercée sur nos bestiaux au point de vue de la contagion par un service vétérinaire organisé, permet-

« tant d'obtenir des nations voisines le retour à l'ancienne liberté du commerce des animaux ».

Après avoir donné l'énumération des maladies réputées contagieuses passibles de certaines dispositions sanitaires, la loi précise que la nomenclature de ces affections peut être modifiée par décret du Président de la République, rendu sur rapport du Ministre de l'Agriculture, après avis du Comité consultatif des Epizooties. Ainsi, la loi sera toujours en harmonie avec les données de la science.

Viennent ensuite les mesures à prendre vis-à-vis des animaux contagieux. Tout propriétaire ou toute personne ayant, à un titre quelconque, la charge des soins ou la garde d'un de ces animaux, tout vétérinaire appelé à le soigner, est tenu de faire sur le champ, au maire de la commune où se trouve l'animal, la déclaration de la maladie dont il est atteint ou soupçonné d'être atteint. L'animal sera immédiatement et avant même que l'autorité administrative ait répondu à la déclaration, sequestré et isolé de ceux auxquels il pourrait transmettre la maladie. Il ne pourra être transporté avant que le vétérinaire désigné par l'administration l'ait examiné.

Après la déclaration ou dès qu'il en a connaissance quand il n'y a pas eu de déclaration, le maire désigne un vétérinaire pour procéder à la visite de l'animal malade ou suspect. Ce vétérinaire prescrit les mesures de désinfection nécessaires et adresse son rapport au Préfet qui rend, s'il y a lieu, un arrêté portant déclaration d'infection. Cet arrêté peut ordonner, dans les localités qu'il vise, l'application des mesures suivantes :

1° Isolement, séquestration, visite, recensement et marque des animaux et troupeaux;

2° Interdiction des localités atteintes;

3° Interdiction momentanée ou réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation du bétail;

4° Désinfection des écuries, étables, voitures et autres moyens de transport; désinfection ou destruction des objets à l'usage des animaux malades ou souillés par eux et de tous ceux pouvant servir de véhicule à la contagion.

La vente ou le déplacement d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses est interdit en dehors des conditions déterminées par l'Administration.

La chair des animaux morts de maladies contagieuses ou abattus comme atteints de peste bovine, de morve, de farcin, de charbon et de rage ne peut être livrée à la consommation. Les cadavres doivent être enfouis.

La loi prévoit encore des indemnités lors de pertes d'animaux frappés par certaines affections.

Le titre II du texte prescrit la visite sanitaire des animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine destinées à l'importation ou à l'exportation et autorise le gouvernement à prendre telles mesures qu'il jugera convenable.

Le titre V organise dans chaque département un service des épizooties en vue d'assurer l'exécution de la loi. Les frais de ce service sont compris parmi les dépenses obligatoires à la charge des budgets départementaux

et assimilées aux dépenses classées sous les paragraphes 1 à 4 de l'article 60 de la loi du 10 août 1871.

Les communes où il existe des foires et marchés aux chevaux ou aux bestiaux sont tenues de préposer à leurs frais et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un vétérinaire pour l'inspection sanitaire des animaux conduits à ces foires et marchés. La dépense est obligatoire pour la commune.

Cette organisation paraît impeccable, mais ne donne pas les résultats escomptés. Les préfets, en effet, se désintéressent du service et les maires, pour des raisons sur lesquelles il nous paraît préférable de ne pas insister, ne bougent pas.

Ce n'est pas la loi du 21 juin 1898 qui vient modifier la situation. Ce nouveau texte, hâtivement voté, n'est que la reproduction presque intégrale de la loi du 21 juillet 1881 et ne tient nul compte du progrès réalisé dans l'étude des maladies contagieuses. Certains auteurs disent même qu'elle était frappée de caducité dès sa naissance par le fait de la mention de « systèmes sanitaires » applicables à telle ou telle maladie. « Une loi de cette sorte, dit Conte, étroitement limitée dans son objet, devrait simplement affirmer la légitimité des divers modes de l'intervention sanitaire (déclaration, isolement, désinfection, visite, abatage, etc.), préciser l'étendue des pouvoirs conférés à l'autorité administrative, poser les bases d'une organisation sanitaire et laisser aux décrets réglementaires le soin de déterminer, pour chaque maladie contagieuse, le régime sanitaire applicable. Ainsi édifiée, la loi ne serait pas à la merci de la découverte du lendemain et n'exigerait pas l'in-

tervention permanente presque toujours tardive du législateur ».

Malgré ces imperfections, mais grâce surtout à la loi du 12 janvier 1909 sur l'organisation du service des épizooties, loi qui crée dans chaque département un vétérinaire fonctionnaire chargé :

1° D'assurer l'application des lois et règlements sur la police sanitaire des animaux;

2° De surveiller l'état sanitaire des animaux et de signaler au Ministre de l'Agriculture, par l'intermédiaire du Préfet, les maladies contagieuses qui sévissent dans son département;

3° De diriger et de contrôler l'action des vétérinaires sanitaires;

4° De contrôler les services d'inspection des foires et marchés aux chevaux ou aux bestiaux, des abattoirs publics et privés, des clos d'équarrissage ainsi que les services d'inspection des viandes;

5° De surveiller la désinfection du matériel des chemins de fer ayant servi au transport des animaux, des quais d'embarquement et des voies d'accès dans les gares;

6° De concourir à la diffusion et à la mise en pratique de l'hygiène ainsi que des découvertes et des méthodes sanctionnées par le Comité consultatif des Epizooties, en vue de la prophylaxie des maladies contagieuses;

la lutte contre les maladies contagieuses prend corps et donne des résultats satisfaisants. On n'a plus, en effet, à déplorer ces épizooties meurtrières des siècles passés.

En créant auprès du Ministre de l'Agriculture une direction des services vétérinaires, le décret-loi du 12 juin 1934 parachève l'œuvre sanitaire et, grâce à cette

organisation, les services français peuvent soutenir la comparaison avec les autres organisations étrangères. L'exemple assez récent, 1920, de la jugulation d'une épidémie de peste bovine, lui fait le plus grand honneur.

*
**

La France n'est pas la seule puissance à avoir organisé un service sanitaire. D'autres nations l'ont précédée ou suivie dans cette voie. A l'heure actuelle, toutes sont armées pour la lutte et d'autant plus armées même que trop souvent, certaines édictent des mesures sanitaires pour des fins protectionnistes. Il est regrettable, dit M. Serruys, dans un discours prononcé en 1927 à Genève, que des pays d'élevage « soient à la merci de toutes les mesures sournoises qui permettent toujours de trouver des maladies dans le pays dont on ne désire pas recevoir les produits ».

A ce mal, tout le monde reconnaît qu'on ne peut opposer qu'un remède : la signature d'accords permettant de limiter la souveraineté des Etats en matière de police sanitaire et l'adoption d'une réglementation internationale qui, parce que scientifique, ne peut être considérée comme une atteinte à l'indépendance de la nation signataire.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE LA CONTAGION PAR LES ENTENTES BILATÉRALES

Le jour où les nations civilisées auront compris la nécessité d'un plan concerté et d'une entente commune contre les maladies contagieuses, alors, mais alors seulement la contagion disparaîtra et le commerce ne sera plus entravé par des mesures qui, sous le couvert sanitaire, ont une arrière pensée protectionniste. La franchise et l'honnêteté internationales y gagneront.

L'idée de l'étude des moyens internationaux pour combattre les épizooties n'est pas nouvelle. Sans être mandatés par leurs gouvernements, des savants de tous les pays se sont réunis en congrès pour échanger leurs vues sur ces questions.

Le premier effort dans cette voie remonte à 1863. Le Congrès de Hambourg a pour but de « préciser les règles de la prévention des maladies épizootiques et contagieuses ». Les débats soulignent les dangers résultant de l'extension du trafic et de la facilité des transports. On songe déjà à l'élaboration d'une réglementation sanitaire uniforme pour tous les pays.

Suivent en 1865 le Congrès de Vienne et en 1867 celui de Zurich. Au cours de ce dernier, le caractère international s'accroît, mais ne se manifeste vraiment qu'en 1895 à Berne où les congressistes demandent la création

d'un service d'information sanitaire et d'un bulletin international.

Le Congrès de Bâle, 1899, s'engage davantage dans cette nouvelle voie puisqu'à l'ordre du jour se trouve notamment la propagation des maladies par le trafic international. L'accord, hélas ! ne peut se faire entre les représentants et on renonce à une organisation internationale de la police sanitaire. Et pourtant à cette époque nous vivions dans l'atmosphère généreuse créée par cette initiative grandiose de l'empereur de Russie, tendant à jeter les bases d'un arbitrage permanent international. A cette première conférence de la Haye, deux états d'esprit se manifestent : celui de l'enthousiasme et de la foi ; celui du septicisme et du doute. Le dernier l'emporte et les Nations conviées, après beaucoup de réticences ne peuvent se mettre d'accord que pour retenir deux sujets : la question du phylloxéra et les questions vétérinaires, qui devaient faire l'objet de conventions sanitaires.

Lès années passent. Au congrès de Budapest, 1905, souffle un autre vent. Pour réaliser l'unité et la continuité de vues sur la question sanitaire, on décide de créer une commission permanente et d'installer à la Haye un secrétariat international également permanent. Ces organismes ne virent jamais le jour.

Alors que les efforts privés tentaient vainement d'arriver à un accord, la nécessité avait contraint en 1872, certains Etats à se concerter à la suite d'une invasion de peste bovine dans l'Europe Centrale. A la demande de l'Autriche, les représentants officiels de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie,

de la Suisse et de la Turquie se réunissent à Vienne. Ils adoptent un règlement international contre la peste. Mais ce règlement devient immédiatement caduc, la maladie ayant disparu sur ces entrefaites.

*
**

Il faut alors attendre près d'un demi siècle et l'invasion d'une nouvelle épizootie de peste bovine, (1920), pour arriver enfin à un résultat. Mais il est juste de reconnaître que pendant cette période, de graves événements avaient ébranlé le monde et changé complètement son esprit. L'on était, en effet, au lendemain de la signature du Pacte de la Société des Nations sur lequel on fondait les plus grands espoirs, basés sur la solidarité internationale.

Le 1^{er} octobre 1920, le Gouvernement français, sous la signature de son ministre de l'Agriculture, M. Ricard, s'adressait en ces termes à tous les pays du monde :

« Il est indispensable, dans les circonstances actuelles,
« qu'une action commune soit exercée dans la police
« sanitaire des maladies contagieuses des animaux.

« Le déséquilibre économique causé par la guerre et
« l'immense effort de reconstitution qui s'opère dans le
« monde ont pour conséquence d'intensifier les échan-
« ges. Des animaux sont transportés en grand nombre,
« à des distances considérables, pour le ravitaillement
« en viande ou pour l'élevage.

« Ce ne sont pas seulement l'Europe et l'Amérique
« qui y participent, mais les Etats et les Colonies de
« toutes les parties du monde.

« Il en résulte que chaque pays doit se préoccuper
« désormais, non seulement de la situation sanitaire de

« ses voisins immédiats, mais de celle du monde entier.

« Or, la documentation fournie à cet égard par des statistiques irrégulièrement publiées par quelques Etats seulement est tout à fait insuffisante.

« Un exemple récent, celui de l'invasion de la Belgique par la peste bovine, montre les dangers de cet isolement des nations, incessamment menacées et exposées à de véritables désastres par des importations dangereuses d'animaux ou de matières animales.

« Toutes les nations ont un intérêt essentiel à être renseignées exactement et à tous les instants sur la répartition des maladies épizootiques.

« D'autre part, l'étude des mesures prophylactiques, poursuivie indépendamment dans les divers pays, serait singulièrement facilitée et rendue plus fructueuse, si une coordination préalable entre les Instituts ou les chercheurs isolés leur permettait d'échanger leurs vues et leurs résultats, de coordonner et de discipliner leurs recherches. De même, les méthodes de prophylaxie utilisées par les divers Etats gagneraient à être étudiées en commun, et la comparaison de leurs résultats permettrait d'utiles constatations.

« J'ajoute que ces questions intéressent l'hygiène publique, en raison de la transmission à l'homme de certaines maladies animales.

« Il me paraît nécessaire qu'elles soient examinées par une Conférence, qui devrait se réunir à Paris le plus prochainement possible et dont le programme serait le suivant :

« 1^o Institution d'une Conférence Internationale annuelle pour l'étude des maladies épizootiques et de leur prophylaxie ;

« 2° Création d'un Bureau International permanent
« des épizooties ayant pour mission :

« a) De centraliser et de publier rapidement tous les
« renseignements sur la répartition des maladies épi-
« zootiques ;

« b) De recueillir tous les documents relatifs à l'étude
« des mêmes maladies ; de suivre et de provoquer les
« recherches les concernant ;

« c) De recueillir les résultats des diverses méthodes
« de prophylaxie (systèmes sanitaires, méthodes d'im-
« munisation) ;

« d) De préparer les travaux de la Conférence
« annuelle par l'étude préalable de toutes les questions
« portées à son ordre du jour ».

Quarante Nations, Etats ou Dominions répondent à l'invitation. Ce sont : l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis de), l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Equateur, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Afrique du Sud (Union de l'), l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, la Grèce, Haïti, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Maroc, Monaco, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie et la Yougoslavie.

La conférence fixée au 25 mai 1921 émet le 27 du même mois le vœu :

Que soit créé à Paris un Office International pour la lutte des maladies infectieuses des animaux.

Il aura essentiellement pour objet :

« *a*) De recueillir et de porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs Administrations sanitaires les faits et documents d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens employés pour les combattre ;

« *b*) De provoquer et de coordonner toutes recherches ou expériences intéressant la pathologie ou la prophylaxie de toutes les maladies infectieuses des animaux, pour l'exécution desquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale ;

« *c*) D'étudier les projets d'accord internationaux relatifs à la police sanitaire des animaux et de mettre, à la disposition des Gouvernements signataires de ces accords, les moyens d'en contrôler l'exécution ».

Il sera placé sous l'autorité d'un Comité composé des délégués techniques des divers Etats, qui se réunira périodiquement au moins une fois par an. Sous réserve de l'approbation des Gouvernements adhérents à la Convention Internationale de Rome du 9 décembre 1907, il sera rattaché à l'Office International d'Hygiène Publique.

La Conférence émet encore le vœu :

Que le Gouvernement français prépare un projet de convention sur les bases des résolutions adoptées par elle, communique ce projet à tous les pays représentés à la Conférence et invite les Gouvernements intéressés à désigner des plénipotentiaires pour la signature de ladite Convention, dans le plus bref délai possible.

Conformément au désir exprimé par la Conférence, le Gouvernement français prépare un projet de Conven-

tion Internationale et le soumet à l'approbation de tous les pays. Vingt huit Etats le contresignent. Ainsi se trouve créé l'Office International des Epizooties sur lequel on fonde les plus grands espoirs car il a pour mission, selon ses statuts organiques, de provoquer et de coordonner toutes recherches ou expériences intéressant la pathologie ou la prophylaxie des maladies infectieuses du bétail, pour lesquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale ; de recueillir et de porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs services sanitaires, les faits et documents d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens employés pour les combattre ; d'étudier les projets d'accords internationaux relatifs à la police sanitaire des animaux et de mettre à la disposition des Gouvernements, signataires de ces accords, les moyens d'en contrôler l'exécution.

Par contre, ces mêmes Gouvernements s'engagent à adresser à l'Office :

1° par voie télégraphique, notification des premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse constatés dans un pays ou dans une région jusque-là indemne;

2° à intervalles réguliers, des bulletins établis suivant un modèle adopté par le Comité, donnant les renseignements sur la présence et l'extension des maladies comprises dans la liste suivante : 1° Peste bovine, 2° Fièvre aphteuse, 3° Péripleumonie contagieuse, 4° Fièvre charbonneuse, 5° Clavelée, 6° Rage, 7° Morve, 8° Dourine, 9° Peste du porc.

La liste des maladies auxquelles s'applique l'une ou l'autre des dispositions qui précèdent, peut être révisée

par le Comité, sous réserve de l'approbation des Gouvernements.

Les Gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent pour combattre les épizooties, notamment de celles qu'ils instituent aux frontières pour protéger leur territoire contre les provenances de pays contaminés.

Autant que possible, ils répondent aux demandes de renseignements qui leur sont adressées par l'Office.

Cet organisme apparaît-il comme de nature à porter atteinte à la souveraineté des Etats ? Nullement. Il n'a, en effet, qu'un pouvoir documentaire. De plus, les modifications qui pourraient être apportées dans les dispositions primitivement acceptées, doivent recevoir l'approbation des Gouvernements intéressés. Enfin, les Gouvernements se sont engagés, pour combattre les épizooties, non pas à prendre les mesures préconisées par l'Office, mais à signaler audit Office, les mesures prises par eux, notamment celles qu'ils instituent à leurs frontières pour protéger leur territoire contre une invasion provenant des pays contaminés.

Les Hautes Parties contractantes sont tellement indépendantes qu'elles ne sont tenues « qu'autant que possible » de répondre aux demandes de renseignements qui leur sont adressées.

Et si ces explications ne suffisaient pas, l'article 2 des statuts organiques tranche la question d'une façon indiscutable : « L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents Etats. Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé ».

Le siège de l'Office ne jouit pas du privilège d'exter-

ritorialité et ses agents ne sont pas couverts par l'immunité diplomatique. Pour bénéficier de tels avantages, ceux-ci devraient être nommément désignés et faire l'objet d'un article spécial des statuts. C'est ainsi que le Pacte prévoit, dans son article 7, l'immunité des représentants et des agents de la Société des Nations et l'inviolabilité des bâtiments et terrains occupés par la Société.

L'Office publie tous les mois un bulletin. C'est le trait d'union entre tous les Etats participants.



Certaines puissances ne pouvant s'accommoder des lenteurs de la procédure et poussées par l'intérêt économique n'attendent pas, pour agir, la publication de la charte sanitaire internationale. Elles concluent, comme par le passé, des accords bilatéraux avec les Etats dont elles recherchent les relations.

Ainsi, dans une période de dix ans, (de 1924 à 1935) nous avons pu relever la signature de quarante six conventions bilatérales. En donnant ce chiffre, nous ne voulons cependant pas affirmer que ce sont les seules. En tout cas, chose surprenante d'une part, mais normale de l'autre, ces accords n'intéressent que des puissances européennes et des puissances dont l'élevage est une des principales ressources.

L'Archipel Britannique qui, en raison de sa situation géographique n'a pas à craindre les épizooties et dont le ravitaillement se fait principalement en viande congelée, de même que la Péninsule Scandinave, médiocrement favorisée au point de vue agricole et dont les trois cinquièmes environ sont incultes, ne figurent pas plus

que la Finlande sur cette liste. Par contre, les Etats de la Péninsule Balkanique, baignés par le Danube et ses affluents, dont l'agriculture et l'élevage sont la principale richesse, ont surtout signé entre eux, avec la Petite Entente et avec les Grandes Puissances de nombreux arrangements.

Les Principales Puissances, de leur côté, n'ont pas dédaigné des accords de même nature.

Le tableau suivant donne la liste des conventions, arrangements, accords et traités dont nous venons de parler. A cette occasion, il est bon de rappeler que ces diverses dénominations expriment une idée d'entente et de règlement. Si, en droit international, il n'y a aucune différence entre le traité et la convention, l'arrangement, par contre, est un accord qui ne concerne que des intérêts d'une importance secondaire. Donc, le nom dont les Hautes Parties contractantes se sont servies, ne fait qu'indiquer l'importance qu'Elles attachent au sujet. Il n'en reste pas moins qu'Elles sont liées.

1° La France a signé :

Un accord avec la Belgique le 1^{er} juin 1927.

Un arrangement avec la Belgique le 23 mai 1928.

Une convention avec l'Espagne le 26 juillet 1928.

Une convention avec la Pologne le 24 avril 1929.

Une convention avec l'Italie le 15 avril 1930.

Une convention avec la Tchécoslovaquie le 3 octobre 1930.

2° L'Italie a signé :

Une convention avec la Hongrie le 4 juillet 1928.

Une convention avec la Roumanie le 25 février 1930.

Une convention avec la Pologne le 22 juillet 1930.

Un arrangement avec la Suisse le 25 février 1932.

Un arrangement avec la Suisse le 27 février 1933.

Une convention avec la Roumanie le 5 janvier 1934.

Une convention avec la Bulgarie le 30 juillet 1934.

3° L'Allemagne a signé :

Un arrangement avec la Roumanie le 18 juin 1931.

Un traité avec la Hongrie le 18 juillet 1931.

Une convention avec la Pologne le 22 décembre 1931.

Un arrangement avec la Tchécoslovaquie le 19 septembre 1932.

Une convention avec le Danemark le 29 octobre 1934.

Une convention avec la Roumanie le 23 mars 1935.

4° La Pologne a signé :

Une convention avec la Tchécoslovaquie le 25 avril 1925.

Une convention avec la Roumanie le 7 décembre 1929.

Une convention avec la Roumanie le 23 juin 1930.

Une convention avec la Belgique le 18 décembre 1930.

Une convention avec l'Esthonie le 26 septembre 1933.

Un arrangement avec l'Autriche le 11 octobre 1933.

Une convention avec la Tchécoslovaquie le 10 février 1934.

5° La Tchécoslovaquie a signé :

Un arrangement avec la Lettonie le 1^{er} août 1924.

Une convention avec la Hongrie le 31 mai 1927.

Une convention avec la Yougoslavie le 30 mars 1931.

Une convention avec la Bulgarie le 29 août 1933.

6° L'Autriche a signé :

Une convention avec la Yougoslavie le 29 janvier 1926.

Une convention avec la Hongrie le 10 mai 1926.

Un arrangement avec la Hongrie le 30 juin 1931.

Une convention avec la Yougoslavie le 15 juillet 1931.

Un arrangement avec la Roumanie le 22 août 1931.

7° La Hongrie a signé :

Un protocole avec la Yougoslavie le 26 novembre 1929.

Une convention avec la Tchécoslovaquie le 31 mai 1927.

Un arrangement avec la Roumanie le 12 août 1931.

8° La Roumanie a signé :

Une convention avec la Grèce le 11 août 1931.

Une convention avec la Yougoslavie le 10 mars 1933.

9° L'Esthonie a signé :

Une convention avec la Lettonie le 17 février 1934.

10° La Bulgarie a signé :

Une convention avec la Turquie le 22 décembre 1933.

11° L'U. R. S. S. a signé :

Une convention avec la Turquie le 6 août 1928.

12° La Syrie a signé :

Un arrangement avec la Palestine le 8 janvier 1934.

Cette énumération frappe tout d'abord par le nombre de conventions passées par les Etats Balkaniques avec les Etats de la Petite Entente, comparé à celui des accords intervenus entre les Grandes Puissances.

Ces nations, de formation récente, dont les relations commerciales, du fait des changements de frontières, avaient été fortement bouleversées, cherchaient par voie pacifique à se créer des débouchés jusqu'alors fermés. Aussi, sur l'initiative de la Bulgarie, une conférence des Etats Balkaniques où furent conviées la Grèce, la Rou-

manie, la Yougoslavie et la Turquie se réunit-elle à Stamboul du 3 au 15 octobre 1927. Elle eut pour but l'étude de la lutte contre les maladies épizootiques afin que ces dernières ne fussent plus une entrave aux échanges internationaux.

Après avoir estimé que dans chaque pays, la bonne organisation du service vétérinaire est la condition essentielle pour l'application des lois et des conventions sanitaires dans le trafic du bétail et des produits bruts des animaux ; après avoir jugé qu'il est du droit et du devoir des Etats de se défendre contre l'introduction des épizooties et après avoir décidé que chaque pays devait organiser la surveillance sanitaire de l'importation et du transit des animaux et des produits d'animaux, soit au moyen de sa législation autonome, soit au moyen de conventions ou arrangements spéciaux avec chacun des pays limitrophes ou autres et après avoir jugé qu'il devait en être de même en ce qui concerne le trafic du bétail dans les zones frontières, les vingt quatre délégués des cinq puissances représentées émirent les vœux suivants qui seraient soumis à la bienveillante attention de leurs Gouvernements aux fins d'adoption :

I

« 1° Que les pays participants consacrent toute leur
« bienveillante attention à leurs services vétérinaires
« respectifs, qu'ils les organisent d'une manière aussi
« parfaite que possible et que les lois de police sanitaire
« vétérinaire soient mises en accord avec les acquisitions les plus récentes de la science ;

« 2° Qu'il serait utile d'uniformiser la liste des mala-

« dies contagieuses faisant l'objet de la police sanitaire
« vétérinaire.

II

« 1° Que les bulletins sanitaires soient publiés chaque
« quinze jours et en deux langues (langue du pays et
« langue française) et envoyés directement dans le plus
« bref délai aux services vétérinaires respectifs ; que la
« rédaction fasse ressortir la marche des épizooties dans
« les départements, arrondissements et communes.

« La dénomination des maladies devra être en latin
« et en français ;

« 2° Qu'il y ait échange entre les pays participants
« des nouveaux décrets ou règlements concernant le
« service vétérinaire des différents pays, rédigés aussi
« en langue française ;

« 3° Qu'il soit donné un résumé en langue française
« des articles originaux de chacune des publications
« vétérinaires concernant les maladies épizootiques des
« pays voisins, et que ces publications soient échangées
« entre les administrations vétérinaires des différents
« pays participants.

III

« 1° Qu'en principe, il est nécessaire de prohiber
« l'importation d'animaux provenant des pays ou des
« régions où sévit la peste bovine en permanence et que,
« pour les pays dont les conditions économiques et géo-
« graphiques ne permettent pas une telle prohibition,
« l'importation se réduise aux animaux de boucherie
« envers lesquels on prendra les mesures les plus rigou-
« reuses ;

« 2° Que l'apparition de la peste bovine dans un des
 « pays indemnes participant à ce Congrès soit télégra-
 « phiquement communiquée aux Gouvernements des
 « autres pays participants. Si le pays infecté le désire,
 « les pays adhérents pourront lui apporter la collabo-
 « ration nécessaire sous le rapport du personnel, du
 « matériel technique, etc. ;

« 3° Que le Gouvernement du pays infecté autorise
 « les autres pays participants à envoyer des spécialistes
 « pour étudier la maladie sur place.

« En ce qui concerne la Turquie, il s'agit exclusive-
 « ment de la Turquie d'Europe.

IV

« L'apparition d'une maladie épizootique à proximité
 « de la frontière d'un pays (15 kilomètres de chaque
 « côté) sera portée réciproquement à la connaissance des
 « autorités compétentes vétérinaires voisines directe-
 « ment et aussi rapidement que possible. Il en sera de
 « même pour les maladies contagieuses ne figurant pas
 « dans la loi de police sanitaire.

« Le Congrès estime qu'une collaboration entre les
 « vétérinaires des deux côtés de la frontière serait utile
 « pour la répression des épizooties.

V

« Que le contrôle vétérinaire aux frontières concer-
 « nant le trafic d'animaux vivants et de produits bruts
 « d'animaux (autant que ce trafic est autorisé par les
 « lois autonomes et conventions vétérinaires interna-
 « tionales) soit aussi expéditif que possible, n'entrave
 « pas le commerce, sauvegarde le plus possible les inté-

« rêts des commerçants et soit opéré dans des condi-
« tions strictement indispensables à une protection effi-
« cace contre les épizooties.

VI

« Que la conclusion des conventions vétérinaire doit
« comporter, en ce qui concerne le certificat d'origine
« et de santé des animaux exportés, l'obligation du visa
« d'un vétérinaire d'Etat (ou autorisé par l'Etat) attes-
« tant que les animaux sont sains, que la commune
« d'origine et les communes voisines sont indemnes
« d'épizooties depuis les quarante jours précédant
« l'exportation et, plus spécialement en ce qui concerne
« la peste bovine, que celle-ci n'existe pas ou n'a pas
« existé pendant les trois mois précédents dans un rayon
« de 40 kilomètres.

VII

« Que l'inspection des denrées alimentaires d'origine
« animale soit exercée exclusivement par les autorités
« vétérinaires compétentes.

VIII

« Que le trafic des matières ci-après :

1° Conserves de viande en boîtes hermétiquement closes ;

2° Laines lavées par des procédés industriels et emballées en sacs clos ;

3° Suifs et graisses fondus ;

4° Œufs ;

5° Lait et produits de laiterie (fromages, beurre, etc.) puisse s'effectuer sans certificat sanitaire vétérinaire.

« Pour les autres produits bruts d'animaux, le certificat devra mentionner le lieu de provenance et de destination, le poids, le nombre, la marque et la nature des colis et porter l'attestation du vétérinaire de l'Etat que ces produits proviennent d'animaux sains et que dans la commune d'origine, ainsi que dans les communes voisines, aucune maladie contagieuse susceptible d'être transmise à l'espèce réceptive n'a existé pendant les trente jours précédant l'expédition.

« Pour les bêtes abattues et la volaille tuée, pour la viande fraîche et préparée (salée, séchée, fumée, en saumure ou cuite), ainsi que pour les produits de viandes, le certificat doit en outre confirmer que les animaux ont été trouvés sains par le vétérinaire de l'Etat (ou à cet effet autorisé par l'Etat) à leur examen réglementaire avant et après l'abatage.

« Les produits ci-dessus énumérés, une fois importés dans les pays destinataires, seront traités comme les produits semblables indigènes.

IX

« 1° Que la plus grande attention soit apportée au nettoyage et à la désinfection des wagons et des bateaux ayant servi au transport des animaux vivants et des produits bruts d'animaux sous la surveillance du service vétérinaire ;

« 2° Que les wagons ne reçoivent que le nombre strict d'animaux qu'ils peuvent contenir en évitant la surcharge et que les transports soient accélérés le plus possible.

X

« 1° Que lors de la conclusion des conventions vétérinaires entre les différents Etats Balkaniques, les négociations soient confiées à des spécialistes vétérinaires ;

« 2° Qu'il y aurait intérêt pour tous les Etats à avoir un attaché vétérinaire auprès de leurs Missions diplomatiques.

XI

« Que l'inspection des animaux passant d'un pays à l'autre pour le commerce ou la transhumance soit faite sur le territoire d'exportation par les deux vétérinaires des pays respectifs à la frontière ».

Un second Congrès des Etats Balkaniques où étaient conviées les mêmes puissances, tenu à Bucarest du 21 au 23 septembre 1929, après avoir examiné à nouveau les questions ayant trait à l'organisation du service vétérinaire, à la publication des bulletins sanitaires, au trafic international des animaux et des produits d'animaux et à la police sanitaire des diverses maladies se mit d'accord pour demander l'uniformisation de la liste des maladies contagieuses qui devrait comprendre dans tous les pays :

1° les gales;

2° la dourine et l'exanthème génital;

3° la rage;

4° la fièvre aphteuse;

5° la peste des abeilles;

6° le typhus aviaire;

7° la peste porcine et le rouget;

- 8° l'avortement épizootique;
- 9° la peste bovine;
- 10° le charbon bactérien;
- 11° la clavelée;
- 12° la péripneumonie contagieuse des bovidés;
- 13° le choléra et la peste aviaire;
- 14° la septicémie hémorragique;
- 15° la pleuropneumonie infectieuse des chèvres.

Mais les délégués, soucieux de leur responsabilité et ne voulant pas que cette longue liste soit un motif pour paralyser entre les nations les relations commerciales, estiment que, seules, certaines affections doivent faire l'objet de restrictions. Parmi les maladies contagieuses, en effet, les unes sont plus difficiles à combattre que les autres. C'est pourquoi la morve, la fièvre aphteuse, la péripneumonie contagieuse, la clavelée, la peste porcine, la peste bovine, le charbon bactérien et le charbon symptomatique, sauf dans les cas sporadiques, la tuberculose seulement pour les animaux d'élevage, le choléra et la peste aviaire, doivent, à leur sens, uniquement faire l'objet de restrictions dans les conventions vétérinaires.

*
**

Ce sont toutes ces idées qui ont présidé à l'élaboration par les gouvernements, des conventions bilatérales signées par les Etats Balkaniques entre eux et avec les Puissances de la Petite Entente en attendant l'adoption volontaire ou forcée d'un texte type.

Toutes les conventions, à de rares exceptions, tiennent compte des recommandations des Congrès des Etats Balkaniques inspirées par des savants désintéressés qui

avaient participé à ces assises. Elles font généralement mention de la nécessité d'une organisation rationnelle d'un service vétérinaire afin que celui-ci puisse, en toute connaissance, veiller au bon état sanitaire d'un pays, dans le propre intérêt de ce dernier ou de celui des pays voisins et délivrer les certificats sanitaires prévus pour les exportations.

Pour plus de garantie, chaque Etat doit communiquer à l'autre un bulletin bimensuel rédigé d'une façon uniforme afin de faciliter les comparaisons et aviser parfois, télégraphiquement, l'autre de l'apparition de certaines épizooties. Quand le transport des animaux a lieu contrairement à certaines prescriptions, le bétail, suivant les circonstances ou les accords intervenus, est, soit refoulé, soit abattu.

Pour des raisons particulières, fonction sans nul doute, du régime d'élevage ou de l'économie agricole, la liste des maladies contagieuses imposant des restrictions d'importation a été, tantôt allongée, tantôt raccourcie, ainsi que les délais minima avant lesquels tout échange est impossible.

Ces conventions, établies dans l'intérêt des Puissances signataires ne portent nullement atteinte à leur souveraineté. En effet, toujours l'une des Hautes Parties contractantes se réserve le droit au cas d'importation d'une maladie contagieuse sur son territoire par des animaux provenant de l'autre ou au cas où une de ces affections prendrait un caractère menaçant en un point quelconque du territoire des deux Parties, de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces réceptives

et des produits d'origine animale capables de servir de véhicule à la contagion.

Certaines conventions font même preuve d'un esprit plus libéral et ne craignent pas de porter, dans une certaine mesure, atteinte à la souveraineté nationale. Elles admettent, en effet, et ceci est de bon augure, que des délégués vétérinaires occasionnels ou permanents puissent aller dans l'autre Etat, dans le but de se renseigner sur la situation sanitaire des animaux, sur l'aménagement des marchés aux bestiaux, sur les stations d'embarquement, sur les abattoirs et sur l'application des mesures de police sanitaire vétérinaire en vigueur. Cet envoi a lieu sans avis préalable dans les accords conclus entre l'Autriche d'une part et l'Allemagne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie d'autre part. Il en est de même dans les conventions établies entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, la Roumanie et la Lettonie. Par contre, un avis préalable est exigé dans le cas d'envoi de délégués entre l'Autriche et la Yougoslavie, ainsi qu'entre la Tchécoslovaquie et la Pologne.

L'Autriche entretient des fonctionnaires autrichiens à Munich, Budapest et Zagreb grâce au consentement des Gouvernements intéressés. Il en est de même de la Grande Bretagne qui a des représentants vétérinaires en Argentine, au Brésil, au Chili et dans l'Uruguay. Séjournent également à Londres des vétérinaires de l'Australie, de la Nouvelle Zélande et des Etats-Unis d'Amérique.

Les autorités s'engagent encore à faciliter la mission des inspecteurs étrangers.

Les nations qui ont des frontières communes accordent des facilités exceptionnelles pour les animaux de

pâturage et de travail que les nécessités obligent de conduire dans la zone frontière. Cette dernière est généralement limitée par une bande s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de profondeur dans chaque pays. C'est le cas par exemple entre la Bulgarie et la Turquie.

Enfin, dans le cas de désaccord et cela conformément à l'esprit du Pacte de la Société des Nations, les contractants ne pouvant s'entendre, s'en remettent à la décision d'une commission mixte, nommée par les parties et dont l'avis sera obligatoire s'il est pris à la majorité. Parfois, l'Office International des Epizooties est choisi comme juge.

*
**

En résumé, presque toutes les conventions des Petites Puissances sont identiques, tant dans leur objet que dans leur esprit. Tous les Etats contractants ont fait preuve d'une large compréhension de la situation économique et d'un esprit très libéral. D'ailleurs, c'était pour eux une question de vie ou de mort.

Les Grandes Puissances, de leur côté, n'ont pas méconnu ces graves problèmes et leur ont donné des solutions aussi satisfaisantes.

Dans les différents arrangements conclus par Elles, l'on trouve les mêmes dispositions tendant, tout en facilitant le commerce des animaux, de leurs produits et de leurs sous-produits, à la protection contre la contagion. A cela, rien de surprenant, puisque les intérêts des diverses parties sont identiques et que la Science qui est une, est à la base du problème.

Si l'esprit et l'intérêt sont assez satisfaits des résultats obtenus jusqu'ici, ils le seraient pleinement si les

accords bilatéraux qui, malgré leur ressemblance dans les grandes lignes, étaient identiques en tous points. Ainsi, une nation ne pourrait être favorisée au détriment de l'autre.

Cette tentative d'uniformisation et d'égalité n'a pas échappé aux diplomates de Genève qui se sont efforcés de la réaliser grâce aux efforts du Comité Economique auquel l'Office International des Epizooties avait préparé la voie.

Les représentants qualifiés des pays que guide un même idéal se doivent d'ébranler les oppositions de leurs Gouvernements, oppositions plus d'ordre politique que scientifique. Nous osons espérer qu'ils n'y failliront pas.

CHAPITRE IV

LA LUTTE CONTRE LA CONTAGION PAR LE PACTE SANITAIRE INTERNATIONAL

Immédiatement après la guerre, les peuples épuisés ont pensé que la seule façon de refaire leur force économique consistait à vivre repliés sur eux-mêmes. L'expérience a prouvé la vanité de cette conception et a montré que si les Etats, possesseurs de colonies, sont plus capables que les autres de s'accommoder de cette existence, ce régime ne pouvait durer. La « suffocation économique » pour reprendre l'expression de lord Lothian, devait tôt ou tard faire sentir ses funestes effets. Aussi, la Société des Nations, ce phare que l'on recherche ou que l'on fuit selon les circonstances, vit-elle affluer de nombreuses plaintes. Celles-ci ne pouvaient la laisser indifférente, car Elle devait, sans doute, avoir présent à la mémoire les heureux résultats de la Convention de Berne de 1881 sur le phylloxéra.

*
**

Dans sa dernière session de 1927, le Conseil de la Société des Nations est saisi de la résolution suivante de la Conférence Economique Internationale lui recommandant « de prendre des dispositions pour réunir des conférences de techniciens en vue d'arriver à une entente internationale qui concilierait la nécessité d'une part d'assurer la protection des animaux et d'autre part, d'éviter que cette protection n'aboutisse à des mesures

arbitraires qui entraveraient indûment le commerce international.

Adoptant ces recommandations, le 6 décembre 1927, le Conseil demande au Comité Economique d'étudier cette question, de se pencher sur cette détresse surtout européenne dûe principalement au cloisonnement économique de l'Ancien Monde.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations invite donc divers gouvernements à désigner des experts dont la tâche consisterait à « examiner les garanties que pourraient donner les pays exportateurs de bétail, les facilités que pourraient accorder les pays importateurs sur la base de ces garanties et, en général, à déterminer les meilleurs moyens permettant d'appliquer la police vétérinaire, en tenant compte des intérêts économiques des pays exportateurs et sans porter préjudice aux intérêts des pays désireux de se prémunir contre les maladies des animaux ».

Réuni en janvier 1928, à Genève, le Comité des Experts, en dépit de délibérations relativement brèves, se croit autorisé, parce que les différents délégués, ont, soit étudié la question, de longue date dans les congrès internationaux vétérinaires, soit parce qu'ils portent les responsabilités de l'action sanitaire dans leur propre pays, à recommander les mesures suivantes applicables sans délai et qui constituent les bases primordiales de tous arrangements futurs sur les questions soumises à son examen.

1°. Il est indispensable que chaque Etat possède une organisation vétérinaire d'Etat, capable d'exercer un contrôle sanitaire efficace sur toute l'étendue de son

territoire divisé en circonscriptions géographiquement définies. Ce service devra être placé sous la direction d'un chef technique responsable relevant directement du Ministre d'Etat intéressé.

2° Il est indispensable que chaque Etat publie régulièrement, sans retard, un bulletin sanitaire rédigé selon les formules adoptées par le Comité de l'Office International des Epizooties.

3° Le Comité des Experts propose de faire connaître à l'Office International des Epizooties, qui réunit les délégués désignés par quarante et un pays, son désir de voir mettre à l'étude, les mesures propres à avancer, sous le couvert des recommandations qui précèdent, la réalisation des vœux du Comité Epizootique en matière d'exportation et d'importation d'animaux et produits animaux.

4° Dans le but de développer entre nations contractantes la confiance nécessaire à l'établissement de facilités à l'importation, il est désirable que s'établisse, entre les pays intéressés, un système d'informations réciproques et que soit autorisé entre eux l'échange de missions techniques qualifiées.

Le Comité des Experts sollicite ensuite l'envoi aux pays non représentés d'un questionnaire très détaillé sur l'organisation de leur service vétérinaire sanitaire.

Les réponses reçues permettent au Sous-Comité d'adresser en juin 1928 un rapport au Comité Economique. Ce document constate que si le plus grand nombre des pays consultés possède une organisation vétérinaire, quelques uns, par contre, n'ont pas encore satisfait à cette nécessité de laquelle dépend étroitement

l'obtention des buts recherchés par le Comité Economique.

Les experts réclament donc, pour chaque pays, un service vétérinaire dirigé par un technicien vétérinaire, directement responsable devant le ministre qualifié. Ils font encore ressortir l'importance qu'ils attachent aux fonctions des vétérinaires d'Etat et des vétérinaires privés, chargés d'une fonction sanitaire officielle ainsi qu'à leur préparation professionnelle, plus spécialement en ce qui concerne le contrôle vétérinaire des animaux destinés à l'exportation. Pour eux, dans quelques cas particuliers et essentiels, le service sanitaire ne devrait être exercé que par des vétérinaires fonctionnaires. Et toujours de conclure unanimement : « La première condition pour aboutir au but exprimé dans la déclaration de la Conférence et dont le Comité Economique se propose de définir les possibilités et le cadre, serait que tous les Etats intéressés s'entendissent pour organiser leur service vétérinaire et la publication de leur bulletin selon les points précisés dans le rapport ».

Cette résolution est conforme à la déclaration de l'Acte final de la Conférence pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation puisqu'elle est respectueuse des droits souverains des Etats et des intérêts du commerce international. En effet, la condition préalable à toute entente est que chaque pays prenne librement des mesures efficaces contre les maladies.

De plus, le Sous-Comité des Experts recommande certaines autres formes de collaboration internationale. Il songe notamment :

1° à l'admission d'étudiants et de professeurs d'un pays aux instituts et aux laboratoires d'un autre pays ;

2° à des commissions d'études, à des missions individuelles, à des échanges de fonctionnaires vétérinaires selon les méthodes analogues à celles qui sont déjà appliquées en ce qui concerne l'hygiène humaine par les soins de l'organisation d'Hygiène de la Société des Nations ;

3° à l'établissement permanent de fonctionnaires vétérinaires sur le territoire d'un autre pays ;

4° au contact plus étroit entre les administrations vétérinaires des pays intéressés ;

5° à la nécessité d'organiser un service de renseignements urgents — le cas échéant par communications téléphoniques — sans passer par la voie diplomatique.

Dans leur rapport, les experts étudient encore les mesures d'ordre appliquées et applicables à l'exportation, à l'importation et au transit des animaux. A cet effet, ils exposent les deux systèmes appliqués par les différents pays : le système de la « porte fermée » et celui de la « porte ouverte ». Dans l'un, les animaux ne pénètrent que sur autorisation préalable ; dans l'autre, l'importation est libre sous réserve de certaines prohibitions ou restrictions légales.

Les experts sont aussi d'avis qu'il est possible de préciser sur une base essentiellement scientifique, les mesures sanitaires qui, dans l'état de nos connaissances, paraissent à la fois indispensables et appropriées pour éviter l'importation des maladies les plus redoutables.

Dans ce but, ils divisent les maladies en cinq groupes.

Dans le premier ils rangent la peste bovine ;

Dans le second : 1° la fièvre aphteuse, 2° la peste des porcs, 3° la clavelée, 4° la péripneumonie contagieuse des bovidés, 5° la peste aviaire, 6° le choléra aviaire, 7° la diarrhée blanche des poussins ;

Dans le troisième : 1° la rage, 2° la dourine, 3° la morve ;

Dans le quatrième : la fièvre aphteuse ;

Dans le cinquième : les maladies d'élevage.

A chaque groupe correspondent des mesures propres.

Au point de vue du commerce international, la question du transit revêt un intérêt primordial. Il n'est pas admissible qu'une nation soit privée d'approvisionnements parce que les pays qui l'entourent interdisent sur leur territoire le passage des animaux. Mais, comme les Etats transitaires courent des dangers, ils sont en droit de réclamer des mesures capables d'éliminer ou de diminuer les risques de contagion.

Les animaux vivants ne sont pas les sources uniques de la contamination. L'exportation, l'importation et le transit des viandes ainsi que les produits animaux exigent des garanties.

Sur ce dernier point, les avis des experts diffèrent. Une étude plus approfondie s'impose. L'Office International des Epizooties en est chargé.

*
**

En possession du rapport général du Sous-Comité des Experts en matière de Police Sanitaire, le Comité Economique et le Secrétariat de la Société des Nations décident d'établir des avant-projets concernant :

1° L'organisation des services sanitaires vétérinaires, les méthodes à adopter pour l'échange des renseignements vétérinaires et la collaboration internationale plus étroite entre les différents services vétérinaires;

2° Le transit du bétail et des produits animaux (les viandes incluses);

3° L'exportation et l'importation des produits animaux, à l'exception des viandes.

Le Comité a l'espoir qu'en raison de l'intérêt commercial et de la situation économique du moment, les Gouvernements seront moins intransigeants sur ce qu'ils pourraient croire être une atteinte à leur souveraineté et se rallieront volontiers à une convention internationale plurilatérale dont la voie a été déjà ouverte par de nombreux accords bilatéraux.

Il s'agit en somme d'uniformiser, de mettre à jour et aussi de perfectionner ce que l'on trouve déjà en matière sanitaire dans les conventions passées sur ce sujet depuis plus d'un quart de siècle.

La commission nommée pour examiner ces avant-projets font preuve d'un esprit de libéralisme aussi large que le permettent, à ce moment, le développement de la science et le progrès du service vétérinaire. Seul, le délégué allemand fait quelques observations sur certaines modalités de transit. Le Comité n'en décide pas moins le renvoi des projets aux Gouvernements afin que ceux-ci puissent faire savoir s'ils jugent utile de les soumettre à une conférence vétérinaire internationale.

Malgré le vœu de la Conférence Monétaire et Economique tenue à Londres en juin 1933, tendant à soumettre à une conférence diplomatique internationale les trois projets de conventions vétérinaires, le Conseil

de la Société des Nations ne suit pas cette procédure, car il n'a pas la certitude de les faire adopter par l'universalité des Nations. Aussi, renvoie-t-il la question au Comité Economique, lequel use de la meilleure des tactiques. Il ne s'adresse, en effet, qu'aux puissances les plus directement intéressées et les plus favorables, qu'à celles qui sont déjà signataires de conventions bilatérales, avec l'espoir, qui d'ailleurs se réalise, que l'accord de ces Etats pourra entraîner l'adhésion ultérieure des autres pays.

Ce calcul n'est pas sans donner des résultats appréciables puisque les représentants de quinze puissances (Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Esthonie, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) réunis à Genève du 15 au 21 octobre 1934, adoptent les trois projets de conventions sous réserve toutefois qu'ils ne feront nullement obstacle aux conventions bilatérales et n'iront pas à l'encontre des engagements déjà pris.

Même dans les questions d'ordre scientifique où l'universalité devrait se réaliser, on constate toujours avec regret les réserves de certaines puissances. Il semble qu'Elles ne soient pas encore mûres pour la vraie coopération internationale qui peut ne pas rapporter toujours que des avantages. L'exemple récent de l'application à l'Italie de l'article 16 du Covenant en est un exemple frappant pour les Nations respectueuses du Pacte et de la signature donnée.

Il faut, pour une idée et des principes, savoir faire des sacrifices.

Ces projets, dont nous donnerons les textes en annexe,

sont devenus, le 20 février 1935, par la signature des représentants accrédités de neuf Gouvernements (Bulgarie, France, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie), les conventions vétérinaires internationales.

Ils se présentent comme l'instrument le plus complet qui ait été forgé à ce jour contre la contagion. Ils sont le résultat de nombreuses observations, de multiples études, de longues discussions et de légères concessions sur des points secondaires de doctrine.

*
**

La première convention concerne la lutte en général contre les maladies contagieuses. Elle stipule que la lutte contre les épizooties ne peut être menée à bonne fin que par une action concertée des pays intéressés et que les échanges internationaux ne peuvent être poursuivis avec sécurité qu'entre les nations susceptibles de donner des garanties indiscutables au bon état sanitaire du cheptel vivant.

A cet effet, elle engage les Hautes Parties contractantes à prendre toutes dispositions administratives et législatives pour assurer une action efficace contre les maladies contagieuses. Elle demande la surveillance des effectifs, des rassemblements d'animaux; de tous les établissements traitant les produits d'origine animale, la désinfection des véhicules, le contrôle de la production et du commerce des sérums, cultures microbiennes et produits biologique destinés au diagnostic.

Il faut que chaque pays contractant possède un service vétérinaire d'Etat sous la direction d'un chef technique responsable relevant du Ministre compétent. Ce

service doit aussi contrôler l'inspection des viandes et des denrées alimentaires.

Il sera publié par chaque Nation un bulletin sanitaire bi-mensuel qui sera échangé directement entre les services et qui fournira obligatoirement des renseignements précis sur les principales épizooties dont la liste est déterminée. Lors d'apparition d'une maladie très inquiétante, l'Etat voisin sera alerté télégraphiquement. Dans les zones frontières, l'apparition de certaines maladies sera signalée aux autorités compétentes des pays voisins.

Toute facilité sera donnée aux techniciens de l'une des parties contractantes pour leur admission dans les instituts et laboratoires de l'autre partie.

Les différends qui pourraient s'élever au sujet de l'application de ces diverses mesures seront réglés, soit suivant les dispositions en vigueur entre les adhérents, soit par une procédure arbitrale qui pourra être la Cour Permanente de Justice Internationale ou un tribunal arbitral constitué conformément à la Convention de la Haye de 1907.

*
**

La seconde convention a trait au transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale. Elle facilite le transport à travers les pays, à condition que les nations bénéficiaires aient adhéré à la première.

Pour les animaux vivants, l'expéditeur sera tenu de donner, en temps utile, avis de passage et de présenter un certificat d'origine et de santé. Pour les produits animaux, pas d'obligation de ce genre.

Le passage ne peut se faire que par les bureaux

ouverts au trafic des importations où les certificats seront vérifiés, les animaux inspectés et refoulés dans certains cas bien précisés.

Le bétail sera transporté dans des véhicules construits de telle façon que la chute et la projection des excréments soient rendues impossibles ou réduites au minimum. Il ne pourra être débarqué que sur l'autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire dûment autorisé. Cependant, si une des maladies graves, fixée par la convention, est constatée en cours de trajet, il peut être abattu sous des garanties bien déterminées.

Les viandes admises au transit doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité et passer par des points déterminés.

Si l'on peut rapporter l'origine d'une maladie contagieuse à la suite d'un transit d'animaux ou de produits d'origine animale, le pays contaminé est autorisé à interdire le passage pendant toute la durée du danger.

Les différends sont réglés comme prévu dans la première convention.

*
**

La troisième convention régit l'exportation et l'importation des produits d'origine animale autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait. Elle concerne les cuirs, les peaux sèches ou salées, les cornes, sabots, onglons, os secs ou cuits, poudres d'os, les laines brutes sèches et les poils ou plumes secs de divers animaux, les boyaux secs ou salés ou tous autres produits analogues ayant subi un traitement reconnu suffisant du point de vue de la prophylaxie vétérinaire. Ces produits sont

admis au libre trafic à la condition que les Hautes Parties contractantes aient souscrit à la première convention.

Toutefois, la présence de certaines maladies déterminées telles que la peste bovine, la fièvre aphteuse, la clavelée et le charbon bactérien peut autoriser le pays importateur à prescrire suivant le cas des mesures restrictives. Toute irrégularité dûment constatée peut entraîner le refoulement desdites marchandises.

Les différends seront réglés comme prévu dans la première convention.

Chacune de ces conventions a une durée de deux ans. A défaut de dénonciation, six mois avant l'expiration du terme fixé, elle restera en vigueur pour des périodes successives de quatre ans.

Une demande de révision présentée par cinq pays adhérents entraînera la convocation d'une conférence dont les décisions n'auront effet dans l'intervalle des dénonciations régulières que si elles rallient l'unanimité des parties contractantes.

*
**

Cette analyse démontre l'existence entre ces trois conventions de relations toutes particulières. Si, du point de vue sanitaire, elles forment un tout, il n'en est pas de même du point de vue de l'accession. En effet, les Etats ne sont pas obligés d'adhérer aux trois conventions. Ils peuvent faire un choix, mais ce choix n'est pas libre; il est conditionné. S'ils ne signent pas la première, ils ne peuvent adhérer aux deux dernières ou à l'une ou l'autre de celles-ci.

L'accession à la première convention est la condition « *sine qua non* » pour l'accession aux autres.

Bien plus, si un Etat, adhérent aux trois conventions, vient à dénoncer la première, les deux autres cesseront « *ipso facto* » d'être en vigueur à l'égard des autres Parties contractantes. L'explication de cette disposition ne peut être donnée que par l'importance attachée au premier document qui permet seul d'avoir la certitude que le Pays avec lequel un Etat désire entretenir des relations commerciales normales n'est pas un foyer d'infection et, par suite, une source de danger pour son économie nationale.

L'étude des conventions montre qu'elles rentrent dans le cadre normal des traités-lois et qu'elles constituent une ébauche de police sanitaire vétérinaire internationale. Elles n'empêchent pas et ne peuvent empêcher les accords bilatéraux ou spéciaux. Ceux-ci, avons-nous vu, nombreux surtout entre les Petites Puissances, paraissent avoir établi les grandes lignes sur lesquelles les plénipotentiaires se sont mis d'accord. Ils ont donc contribué à la formation du droit international.

La première convention, comme tous les traités, fait une obligation aux Etats contractants d'adapter leur législation interne aux dispositions de son texte. Ainsi, elle impose aux signataires la création d'un service sanitaire vétérinaire ayant une mission bien déterminée. C'est en prévision, sans doute, de ces dispositions, que le Gouvernement français institua par le décret-loi du 12 juin 1934 un service vétérinaire avec chef compétent et responsable devant son ministre. Jusqu'à cette date, le service ballotté entre la direction de l'agriculture, la

direction des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes et la direction des haras, pouvait être considéré comme inexistant en raison de son absence d'autonomie et de l'incompétence technique du fonctionnaire placé à sa tête.

Si un différend s'élève entre les Hautes Parties contractantes, les conventions écartent les mesures de rétorsion et surtout de représailles pour adopter uniquement les modes pacifiques de règlement des conflits prévus pour l'application ou l'interprétation des traités. Fidèles, en effet, aux deux Conventions de la Haye et à l'article 13 du Pacte, les conventions vétérinaires prévoient, au cas où des engagements antérieurs ne lient pas les deux Etats, l'arbitrage non plus facultatif mais obligatoire.

Si les deux Etats sont parties au Protocole du 16 décembre 1920, le différend est porté devant la plus haute émanation de la Société des Nations, devant la Cour Permanente de Justice Internationale chargée de dire le droit entre les Nations. Cette Cour est compétente en vertu de l'article 36 de son statut. De plus, comment ne donnerait-elle pas satisfaction puisque des juges appartenant aux Etats en conflit peuvent y siéger et qu'au cas où l'un des Etats n'y a pas de représentant on lui désigne un juge. Si, au contraire, les deux Etats ou l'un des deux Etats n'ont pas adhéré au statut de la Cour, ils n'ont pas qualité pour se présenter devant elle et celle-ci ne leur est pas ouverte « de plano ». Alors, ils doivent obligatoirement faire appel à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de la Haye du

18 octobre 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

L'importante question de la durée des traités a été aussi soigneusement réglée. Les conventions vétérinaires n'ont pas une durée indéterminée; elles sont valables pour deux ans; mais, comme les contrats privés, elles se renouvellent par tacite reconduction. S'il n'en était ainsi, elles seraient, en somme, résiliables à volonté, la clause « *rebus sic stantibus* » pouvant toujours être invoquée. En effet, quoi de plus facile que de faire apparaître volontairement une maladie dans un pays, d'en changer l'état sanitaire et de se retrancher ensuite derrière cette situation pour ne pas faire honneur à la signature donnée, pour refuser de continuer les relations commerciales. De même, grâce à cette sage mesure de la durée, plus n'est besoin pour un Etat, pour rompre les liens juridiques, d'invoquer la théorie allemande de la valeur conditionnelle soutenue par von Bernhardi et von Treitschke. Il doit attendre le terme. D'ailleurs, s'il n'en était ainsi, à quoi servirait la conclusion de traités?

Conformément à l'article 19 du Covenant, les traités quels qu'ils soient, même de durée déterminée, peuvent nécessiter une révision. Les conventions vétérinaires ont prévu le cas et le « *modus operandi* ». Il ne suffit pas d'obtenir la majorité pour apporter un changement au texte, il faut l'unanimité. Certains Etats, notamment les faibles, ne doivent pas être à la merci de l'alliance des forts. L'accord sur ce point doit être total ou il ne sera pas.

Les conventions sont déposées, selon les dispositions de l'article 18 du Covenant, au secrétariat général de la

Société des Nations où tout Etat, membre ou non membre de la « League » peut, à partir du 16 février 1936, y adhérer. Elles entreront en vigueur dès que cinq ratifications ou adhésions auront été reçues.

*
**

Dans l'intérêt des échanges commerciaux, des relations internationales et de la prophylaxie des maladies contagieuses, nous devons souhaiter la prompte ratification des conventions par les puissances signataires et l'adhésion de nouveaux Etats à ce Pacte Vétérinaire Sanitaire.

Ce pacte ne semble être qu'un premier pas. En effet, le Comité Economique de la Société des Nations, désireux de voir étendre l'action des règlements internationaux à tous les produits d'origine animale et en particulier au trafic des viandes et des préparations de viandes, a prié le Sous-Comité d'Experts d'examiner la possibilité de donner suite à une proposition de cette nature et de préparer un avant-projet susceptible de servir de base à une quatrième convention.

Réuni à Genève du 25 au 29 juin 1935, le Sous-Comité d'Experts a reconnu la possibilité d'aboutir à un accord limité aux viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, aux viandes salées, fumées ou autrement traitées et aux conserves de viandes. Aussi, à cet effet, a-t-il élaboré un texte précisant les conditions dans lesquelles ces marchandises devraient être préparées, les règles de l'inspection de salubrité au départ, les précautions à prendre pour la conservation et le transport, ainsi que toutes les garanties à fournir par les pays exportateurs.

Nous sommes dans la bonne voie. Mais, ce n'est pas

sans une certaine tristesse cependant que nous constatons que les Principales Puissances sont les moins nombreuses à avoir signé. L'exemple ne viendrait-il plus d'en haut ?

CONCLUSION

Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur les Conventions Vétérinaires Internationales qui n'ont pas encore été ratifiées par les Puissances signataires. L'on ne peut donc pas dire si elles favoriseront autant qu'on l'espère les relations commerciales entre les puissances et si elles seront d'un grand secours pour prévenir et combattre les maladies contagieuses. Mais l'on peut affirmer que c'est grâce à elles que la France doit de posséder un service vétérinaire autonome. C'est une victoire du droit international sur le droit interne.

En raison de l'esprit qui a présidé à leur élaboration et qui a été puisé dans les accords spéciaux antérieurs, l'on doit supposer qu'en supprimant les interdictions unilatérales pour motif sanitaire, elles faciliteront la reprise des relations commerciales internationales qui s'est manifestée dans le cours de 1935.

Le tableau suivant montre ce qu'était notre commerce extérieur en 1883 et ce qu'il est en 1934 et 1935. Il est la preuve mathématique du désordre économique actuel.

Importations :

		1883	1935
Bovins	têtes	225.734	4.779
Ovins	id.	2.277.695	869.118
Porcins	id.	135.973	31.576
Chevaux de Boucherie	id.		6.167

Viandes fraîches et réfrigérées :

Bœufs	Qx.	62.648	1.536
Moutons	Qx.		38.402
Viandes congelées :			
Bœuf	Qx.		114.297
Mouton	Qx.		41.249
Porc	Qx.		7.661
Viandes salées et préparées.	Qx.	38.538	10.494
Conserves en boîtes	Qx.	40.544	54.176
Charcuterie	Qx.		7.804
Volailles mortes	Qx.	34.843	7.664
Volailles vivantes	Qx.		6.947
Suif et saindoux	Qx.		8.977

Nous recevons les ovins de la Hongrie et surtout de l'Afrique du Nord (96 %).

Nous tirons les porcs du Danemark, de la Lithuanie et du Maroc.

Les viandes congelées de mouton sont originaires de l'Argentine et de l'Uruguay; celles de bœuf, de l'Uruguay, du Brésil, de la République Argentine et de Madagascar.

Exportations :

		1883	1934	1935
Bovins	têtes	68.498	6.345	11.047
Ovins	id.	24.232	671	818
Porcins.	id.	101.822	3.404	4.557
Viandes abattues . . .	Qx.	10.842	13.115	21.404
Viandes salées et préparées.	Qx.	24.571	4.527	9.041

Charcuterie	Qx.	19.984	22.733
Conserves de viandes.	Qx.	6.827	20.035
Volailles mortes . . .	Qx.	25.120	8.087
Volailles vivantes . . .	Qx.	122	92
Suifs	Qx.	62.018	140.675
Saindoux	Qx.	2.677	49.844

Nous exportons le gros bétail sur pied en Espagne et en Suisse; les suifs et les saindoux, en Italie, en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis.

Ces heureuses constatations paraissent la conséquence des efforts d'un service vétérinaire bien organisé quoique certains prétendent que l'absence d'épizooties est très souvent une question de chance et que les Etats les mieux policés ne peuvent, avec le système actuel de police sanitaire, empêcher l'éclosion et la propagation de maladies malignes. C'est pourquoi quelques auteurs, notamment le directeur de l'Office International des Epizooties, le Professeur Leclainche, préconisent-ils, pour répondre à ces objections, la méthode des effectifs sains.

Cette méthode consiste à évacuer d'un milieu infecté, tous les animaux, pour les remplacer par des sujets sains. Elle est basée sur la collaboration de l'Etat et des éleveurs intéressés. Bien que les avantages sautent aux yeux, elle n'apparaît pas, pour l'instant tout au moins, en raison de l'esprit de routine, applicable sur une vaste échelle. Elle devrait, à notre sens, être limitée aux reproducteurs de choix, lesquels pourraient, seuls, franchir les frontières alors que le commerce des animaux vivants, destinés à l'alimentation, serait remplacé par

celui des viandes frigorifiées. De la sorte, les causes de contagion seraient des plus réduites.

Si la méthode des effectifs sains, malgré sa nouveauté, venait à se généraliser, comme nous le souhaitons d'ailleurs, il arriverait qu'un jour peut-être nous ne connaîtrions plus de maladies contagieuses.

Le problème alors serait résolu, mais il est à craindre que l'heure ne soit pas proche. C'est pourquoi, dans l'état actuel de la science et des conditions d'existence, nous devons reconnaître que les Conventions Vétérinaires Internationales sont une grande étape parcourue dans la voie de la lutte contre les épizooties mondiales.

*
**

Ces conventions ont été élaborées selon le plus pur esprit du Pacte. Elles admettent l'accession des Puissances non parties à la signature; elles permettent aux Nations signataires de recouvrer leur liberté sous certaines conditions; elles requièrent l'unanimité et non la majorité au cas de révision; elles prévoient le recours à l'arbitrage ou au règlement judiciaire lors de différends; elles imposent l'abrogation de toutes obligations ou ententes incompatibles avec leurs textes et elles ne constituent aucune atteinte à la souveraineté des Etats puisqu'elles laissent ceux-ci libres de choisir les moyens prophylactiques les meilleurs en observant toutefois un minimum imposé en cette matière.

D'ailleurs, sur ce dernier point, des mesures obligatoires pourraient-elles être considérées comme une atteinte à l'indépendance puisqu'elles ne seraient que la mise en pratique des découvertes scientifiques mondia-

les ? L'égoïsme national doit céder devant le bien-être international, la notion de souveraineté devant être tenue, selon M. Politis comme « virtuellement abolie. Et si elle reste encore usitée dans le langage officiel et un peu moins dans le langage de la science, c'est pas un défaut d'adaptation visuelle à la disparition d'une lumière qui pendant très longtemps a brillé d'un vif éclat ».

ANNEXES

I

Office International des Epizooties

1° Création de l'Office par l'arrangement international du 25 janvier 1924;

2° Siègè de l'Office :

9, avenue Emile-Accolas, Paris (7^e);

3° Directeur de l'Office :

M. le professeur Leclainche, Membre de l'Institut.

4° Liste des pays participant à l'Office :

Afrique Occidentale française.	Lithuanie.
Allemagne.	Luxembourg (Grand duché du).
Argentine (République)	Madagascar.
Australie.	Etats Malais fédérés.
Autriche.	Maroc.
Belgique.	Maurice.
Bulgarie.	Principauté de Monaco.
Chypre.	Nouvelle Zélande.
Danemark.	Palestine.
Egypte.	Pays-Bas.
Espagne.	Pologne.
Finlande.	Portugal.
France.	Roumanie.
Grande-Bretagne.	Russie (U.R.S.S.).
Grèce.	Siam.
Hongrie.	Suède.
Indes Britanniques.	Suisse.
Indochine.	Tchécoslovaquie.
Irak.	Tunisie.
Etat libre d'Irlande.	Turquie.
Italie.	Uruguay.
Japon.	Yougoslavie.

II

CONVENTIONS VÉTÉRINAIRES INTERNATIONALES

I

PREMIÈRE CONVENTION

Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux

.....
Convaincus qu'une lutte sans trêve et toujours plus efficace contre les maladies contagieuses des animaux ne peut être menée à bonne fin que par une action concertée des pays intéressés;

Unanimes, d'autre part, à reconnaître que toute action destinée à faciliter les échanges internationaux de bétail et de produits animaux doit porter en tête de son programme l'amélioration des conditions sanitaires vétérinaires par tous les moyens, y compris une collaboration internationale plus étroite et plus fréquente;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....
Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures législatives et administratives nécessaires pour assurer une action concertée et efficace contre l'appa-

rition et la diffusion des maladies contagieuses des animaux.

Ces mesures devront spécialement viser :

1° La surveillance des divers effectifs d'animaux domestiques, celle de tous les établissements offrant un intérêt spécial pour la lutte contre les épizooties, tels que les abattoirs, les ateliers d'équarrissage, les marchés aux bestiaux ou aux viandes, les établissements d'engraissement, les laiteries, les étables des auberges, des commerçants et des relais, les établissements utilisant des produits animaux; le contrôle de la production et du commerce des sérums, des virus et des cultures microbiennes atténuées ou non et des produits biologiques diagnostiques, celle de tous moyens des transports, des lieux d'embarquement des animaux et des stations de quarantaine;

2° La constatation de l'apparition des maladies contagieuses des animaux, ainsi que l'indication des localités atteintes;

3° Les moyens de prévention et de lutte contre les maladies contagieuses des animaux;

4° La réglementation des transports sous toutes leurs formes, notamment au point de vue de la désinfection des véhicules;

5° Les sanctions à prendre en cas d'infraction aux mesures édictées.

ART. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à créer, au cas où elle n'existerait pas encore, et à entretenir dans leurs pays respectifs une organisation sanitaire vétérinaire officielle destinée à assurer l'exécution des mesures visées à l'article premier. Cette organisation officielle comprendra en principe :

1° Un service vétérinaire d'Etat ayant notamment pour mission :

a) La surveillance des lieux et établissements visés à l'article premier, en vue de constater l'apparition et l'évolution des maladies contagieuses des animaux;

b) L'application des mesures relatives aux maladies contagieuses des animaux, ainsi que de celles destinées à les prévenir et à les combattre;

c) L'inspection des animaux et des produits animaux;

d) La délivrance des certificats concernant l'origine et la salubrité des produits animaux;

2° Des établissements d'enseignement et de recherches propres à la formation du personnel des services sanitaires vétérinaires; des laboratoires scientifiques nécessaires au bon fonctionnement de ces services.

ART. 3

Les services sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes seront organisés suivant les principes énumérés ci-dessous, reconnus comme essentiels et indispensables pour l'organisation régulière d'un service vétérinaire :

1° Le service sanitaire vétérinaire d'Etat doit être placé sous la direction d'un chef vétérinaire responsable, relevant directement du ministre compétent;

2° Le nombre et les attributions des vétérinaires d'Etat et des vétérinaires agréés par l'Etat pour certaines fonctions officielles, doivent garantir, compte tenu de l'importance de l'élevage et de l'étendue du terrain cultivé et de l'intensité du trafic, l'exercice d'un contrôle vétérinaire sanitaire efficace et rapide sur toute l'étendue du territoire, divisé en circonscriptions sanitaires géographiquement définies, ainsi que sur la totalité des animaux domestiques;

Ce service sanitaire vétérinaire doit permettre à l'Etat d'attester l'origine et, conformément aux con-

naissances scientifiques, les conditions sanitaires des animaux et des produits animaux destinés à l'exportation. Il disposera d'un personnel proportionné à l'importance du cheptel à surveiller;

3° Les vétérinaires d'Etat et ceux qui seraient agréés pour certaines fonctions, doivent être pourvus d'un diplôme d'études vétérinaires d'Etat ou reconnu par l'Etat.

Ne peuvent être considérés comme vétérinaires d'Etat que les vétérinaires fonctionnaires d'Etat indemnisés par lui.

D'autres vétérinaires que les fonctionnaires d'Etat peuvent être chargés exceptionnellement de certaines interventions sanitaires, à cette condition que l'Etat soit responsable de leurs interventions;

4° Le contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières ne doit être exercé que par des vétérinaires d'Etat ou agréés par lui à cet effet;

5° a) L'inspection des viandes destinées à la vente et à la consommation publique doit être confiée, en principe, à des vétérinaires placés sous le contrôle des services vétérinaires de l'Etat;

b) Le contrôle sanitaire vétérinaire des viandes et des préparations de viande destinées à l'exportation sera exercé par des vétérinaires de l'Etat ou agréés par lui à cet effet.

ART. 4

L'existence d'une organisation sanitaire vétérinaire, conforme aux dispositions des articles 2 et 3, sera notifiée par chacune des Hautes Parties contractantes à l'aide d'un mémoire résumant les modalités essentielles de l'organisation et remis au plus tard au moment du dépôt de la ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera les autres Hautes Parties contractantes.

ART. 5

Les Hautes Parties contractantes, s'inspirant des recommandations de l'Office International des épizooties, s'engagent à publier régulièrement un bulletin sanitaire vétérinaire répondant aux modalités fixées ci-après :

1° Les bulletins sanitaires vétérinaires devront être publiés le 1^{er} et le 15 de chaque mois et fournir tous les renseignements concernant la quinzaine précédente;

2° Ils devront être échangés entre les autorités vétérinaires centrales, sans avoir recours à la voie diplomatique;

3° Ils donneront tous renseignements statistiques sur les maladies désignées ci-après : peste bovine (*Pestis bovum*), fièvre aphteuse (*Aphtæ épizootiæ*), péripneumonie contagieuse (*Pleuro-pneumonia bovum contagiosa*), fièvre charbonneuse (*Anthrax*), clavelée (*Variola ovium*), rage (*Rabies*), morve (*Malleus*), dourine (*Exanthema coitale paralyticum*), peste porcine (*Pestis suum*);

4° Chaque pays pourra donner, en outre, des renseignements statistiques ou autres concernant d'autres maladies.

Le bulletin sanitaire vétérinaire devra nécessairement indiquer la situation sanitaire vétérinaire à la date de la publication : c'est-à-dire le nombre et l'indication des grandes divisions territoriales (provinces, départements, districts), le nombre des communes et exploitations infectées à la date de la parution du bulletin et celui des communes et exploitations nouvellement infectées dans la période considérée.

ART. 6

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la première apparition de la peste bovine, porcine ou aviaire, de la fièvre aphteuse,

de la rage, de la péripneumonie contagieuse des bovidés ou de la dourine, l'autorité centrale vétérinaire des autres Hautes Parties contractantes sera immédiatement informée par la Direction du service vétérinaire, de l'apparition de la maladie et de la répartition de ses foyers. Cette communication sera faite par voie télégraphique aux Etats immédiatement voisins et, dans tous les cas où des échanges d'animaux ou de produits d'origine animale ont lieu entre les Hautes Parties contractantes.

De plus, les Hautes Parties contractantes s'engagent à exiger de leurs autorités sanitaires vétérinaires du premier degré, établies à la frontière, qu'elles communiquent directement et sans retard, aux autorités correspondantes des autres Hautes Parties contractantes limitrophes, l'apparition et l'extension, dans les zones de leurs attributions, des maladies visées dans l'alinéa précédent et, en outre, l'apparition et l'extension de la clavelée, de la morve et du choléra aviaire. Ces communications doivent être faites, dans tous les cas d'urgence, par voie télégraphique, sans préjudice des dispositions spéciales résultant d'accords bilatéraux en vigueur entre certaines des Hautes Parties contractantes.

ART. 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à favoriser :

a) L'admission d'étudiants, de professeurs, d'agréés et d'assistants des pays des autres Hautes Parties contractantes dans les institutions et laboratoires de leurs pays;

b) Les échanges temporaires de fonctionnaires vétérinaires entre leurs différentes administrations;

c) L'établissement permanent ou temporaire de fonctionnaires vétérinaires d'une Haute Partie contractante sur le territoire d'une autre si, pour les relations parti-

culières entre les pays en cause, de sérieux avantages peuvent en résulter;

d) L'organisation de missions d'étude composées de fonctionnaires vétérinaires d'une ou de plusieurs Hautes Parties contractantes en vue de suivre les études ou méthodes en cours dans l'un ou l'autre des pays des Hautes Parties contractantes, et, à ce sujet, d'entrer en pourparlers directs dès qu'une demande émanant d'une des Hautes Parties contractantes leur sera adressée.

ART. 8.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent le droit des Directions des services sanitaires vétérinaires de s'informer directement entre elles des difficultés d'ordre vétérinaire qui surgissent dans les échanges réciproques des animaux et des produits d'origine animale. Copie de toutes ces communications sera transmise par la voie diplomatique.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à exiger de leurs Directions des services sanitaires vétérinaires qu'elles se mettent en rapport avec les directions correspondantes d'une autre Haute Partie contractante si des difficultés sérieuses surgissent dans les échanges réciproques du bétail ou des produits animaux avec ce pays.

Dispositions finales

ART. 9 (*Règlements des différends*)

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une

procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au statut de la dite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 10 (*Langues, date*)

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

ART. 11 (*Signature, ratification*)

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

ART. 12 (*Adhésion*)

1. A partir du 16 février 1936, tout membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

ART. 13 (*Entrée en vigueur*)

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 11, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 14

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal, visé à l'article 13. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

ART. 15 (*Durée, dénonciation*)

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans, et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les membres de la Société et les Etats non membres mentionnés à l'article 11.

ART. 16 (*Application aux colonies, protectorats, etc.*).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou

lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer, suivant les conditions des articles 11 et 12, pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 5.

ART. 17 (*Révision*)

1. Des conférences de révision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision, qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision, ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office International des épizooties, les travaux des conférences de révision.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 11.

Bulgarie, N. ANTONOFF. — *France*, V. DROUIN. — *Italie*, C. BIZANTI. — *Lettonie*, J. FELDMANS. — *Pays-Bas*, pour le royaume en Europe, C. VAN RAPPARD. — *Pologne*, TITUS KOMARNICKI. — *Roumanie*, C. ANTONIADE. — *Suisse*, FLÜCKIGER. — *Tchécoslovaquie*, Rodolphe KUNZL-JIZERSKY.

Déclaration annexe

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, portant la date du 20 février 1935, les soussignés déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils considèrent, à titre exceptionnel, que le service sanitaire vétérinaire d'Etat, tel qu'il est actuellement organisé en Italie, répond aux exigences des prescriptions de l'article 3, chiffre 1, de la dite Convention.

*
**

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration.

Fait à Genève, le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 11 de la Convention.

*
**

II

DEUXIÈME CONVENTION

Convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres pro- duits d'origine animale.

.....
Convaincus qu'il est désirable et nécessaire d'établir un juste équilibre entre les préoccupations sanitaires des pays transitaires, d'une part, et les désirs légitimes du commerce international des animaux, viandes et autres produits d'origine animale;

Désireux, d'autre part, d'accorder au transit des animaux, viandes et autres produits d'origine animale, la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....
Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à permettre le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres, de la volaille et de tous produits animaux originaires des pays entre lesquels est en vigueur la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

2. Le transit des animaux visé au chiffre 1 ci-dessus est subordonné à la notification préalable des envois faite à l'autorité vétérinaire désignée par le pays transité pour recevoir la dite notification et il s'effectuera dans les conditions déterminées aux articles suivants, compte tenu des dispositions ci-après du présent article.

Aucune notification n'est exigée pour le transit des produits animaux visés au chiffre 1 ci-dessus.

3. L'existence dans le pays d'origine de la peste bovine autorise le refus absolu de transiter.

La constatation de la peste porcine, de la fièvre aphteuse, de la clavelée ou de la péripneumonie contagieuse des bovidés peut justifier, de la part du pays à transiter, le refus du transit des animaux réceptifs, tout compte étant tenu du nombre et de la répartition des foyers de ces infections dans le pays d'origine.

4. En cas d'apparition de la peste bovine, dans le pays d'origine, le transit des viandes et produits animaux provenant des diverses espèces de ruminants peut être interdit.

5. Le transit ne pourra, en aucun cas, être refusé pour les animaux et produits originaires de pays avec lesquels le pays transitaire entretient — au moment de la demande de transit — un commerce d'importation ayant pour objet les animaux et produits d'origine animale de la même espèce.

ART. 2

1. Pour être admis au transit, un certificat d'origine et de santé doit accompagner les animaux; ce certificat, inspiré des principes fixés par l'Office International des épizooties, sera conforme au modèle annexé à la présente Convention.

2. Les certificats pourront être établis soit dans la langue du pays exportateur, soit dans la langue du pays importateur, les autorités vétérinaires du pays transitaire conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

ART. 3

En principe, les animaux ne doivent être transportés que dans des fourgons construits de telle façon que la

chute et la projection des excréments et des matières pouvant servir de véhicules à la contagion soient rendues impossibles. Tout au moins, ces animaux ne devront-ils être expédiés que dans des fourgons munis d'aménagements réduisant au minimum la dispersion des éléments dangereux.

ART. 4

1. Le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres et de la volaille vivante s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquement ouverts au trafic de l'espèce. Le pays transitaire a le droit d'examiner l'état sanitaire des animaux à transiter, de contrôler leur certificat d'origine et de santé et de le viser en conséquence.

2. Sauf le cas où il existe au point de pénétration choisi un service de contrôle permanent, les fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières doivent être prévenus en temps utile — et vingt-quatre heures au moins avant leur arrivée — des transports d'animaux en transit, ainsi que du nombre d'animaux à transiter.

3. Les envois qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2, ainsi que les transports d'animaux reconnus, par les vétérinaires établis à la frontière, atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, et les transports d'animaux qui ont voyagé avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact avec des animaux malades ou suspects, peuvent être refoulés à la station frontière d'entrée du premier Etat transitaire. La raison du refoulement doit être indiquée dans les papiers d'accompagnement.

4. S'il est constaté par les vétérinaires établis à la frontière des pays transitaires successifs que les transports d'animaux sont atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, le transport sera traité dans les conditions pré-

vues à l'article 6, alinéa 2, si le vétérinaire à la frontière du pays traversé a reconnu que le transport était sain et pour autant que ce fait ait été constaté et mentionné sur les certificats d'origine et de santé.

ART. 5

Les animaux en transit ne peuvent être débarqués que sur l'autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire de l'Etat transitaire ou dûment autorisé par cet Etat à cet effet. Ils ne peuvent être abreuvés, alimentés, nettoyés ou soumis à un traitement quelconque que dans les fourgons mêmes, sous le contrôle vétérinaire et suivant la méthode dite « du plombage à la chaîne », ou de toute autre donnant les mêmes garanties.

Dans le but de remédier aux divers inconvénients relevés au cours du transit, les pays exportateurs prendront toutes mesures propres à assurer aux animaux un chargement rationnel, une alimentation convenable et tous soins nécessaires, notamment pour éviter aux animaux toute souffrance inutile.

Annexe à l'article 5.

Les Hautes Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des surchargements.

Lors du chargement des ruminants et des porcs, les planchers des véhicules destinés au transport devront être recouverts d'une litière appropriée.

Les envois d'animaux vivants qui ne sont pas remis au transport dans des récipients portatifs bien clos (paniers, caisses, cages, etc.), devront être accompagnés d'un convoyeur pour les trajets de longue durée. Un convoyeur ne devra pas avoir à sa charge un plus grand nombre d'animaux qu'il n'est en mesure de soigner.

Les transports d'animaux vivants devront être achevés par les voies les plus rapides et, autant que possible, par des trains de marchandises spécialement accélérés.

ART. 6

1. Les Hautes Parties contractantes, à travers le territoire desquelles s'effectue le transit, peuvent le subordonner à l'engagement préalable du pays de destination ou des autres pays à transiter de laisser entrer les animaux sans condition.

2. En cas de constatation de la peste bovine, de la peste porcine, de la peste aviaire, de la fièvre aphteuse, de la péripneumonie contagieuse des bovidés, les pays à traverser pourront procéder, aux frais de l'expéditeur, à l'abatage des transports infectés. Dans ce cas, les faits doivent être nettement établis par un procès-verbal dressé par les fonctionnaires vétérinaires ayant pris part à l'inspection. S'il existe un délégué vétérinaire du pays d'origine dans les pays transitaires, il devra être informé d'urgence, afin que l'abatage puisse avoir lieu en sa présence. Une copie du procès-verbal sera envoyé à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire en question.

ART. 7

Les viandes fraîches réfrigérées, congelées ou conservées à l'état frais par d'autres procédés que le froid, ainsi que les préparations de viande, pour être admises au transit, doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité, établi suivant la disposition de l'alinéa 2 de l'article 2.

ART. 8

1. Le transit des viandes s'effectuera, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés par la douane et, par bateau, dans des parties isolées, closes et plombées par la douane.

2. Le transit des préparations de viande et des produits de la charcuterie pourra aussi se faire par colis ou caisses fermées.

3. Les wagons utilisés pour le transit des viandes fraîches devront avoir des planchers étanches.

4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le transit des viandes et des préparations de viande visées à l'article 7, à borner le contrôle à la frontière au simple examen des certificats. Il ne sera procédé, en général, à aucune ouverture de wagons, à moins que les douanes intéressées ne le jugent nécessaire pour une vérification du contenu.

5. Les Hautes Parties contractantes intéressées s'efforceront d'organiser, autant que possible, l'examen en commun des certificats.

ART. 9

1. Lorsque le transit des viandes visées à l'article 7 doit s'effectuer à travers le territoire d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et à destination du territoire de l'une d'elles, il ne peut être subordonné à aucune autorisation préalable.

2. Si un envoi de viandes visées à l'article 7 est refusé par le pays destinataire, à l'égard duquel la Convention est en vigueur, il appartiendra à ce dernier de prendre les mesures qu'il jugera opportunes, sans que celles-ci puissent, en aucun cas, consister dans le refoulement de la marchandise sur le terrain du dernier pays transitaire.

3. Lorsqu'il s'agit du transit de viandes visées à l'article 7 et destinées à un pays à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur, les Hautes Parties contractantes peuvent subordonner l'admission de ce transit à l'engagement préalable du pays de destination de laisser entrer ces viandes sans condition.

4. Le même engagement préalable de la part d'un pays transitaire à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur peut être exigé.

ART. 10

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à laisser également transiter les produits d'origine animale autres que ceux visés à l'article 7, à condition que ces produits soient accompagnés, s'il y a lieu, du certificat prévu par ce même article.

ART. 11

Le transit des viandes et de tous les autres produits d'origine animale pouvant servir de véhicules à la contagion s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquements ouverts au trafic de l'espèce. Pour ce choix, il sera tenu compte, dans toute la mesure du possible, des intérêts légitimes du commerce international.

ART. 12

Les bureaux de douane et les ports visés aux articles 4 et 11 seront dotés d'installations permettant d'assurer de façon suffisante les opérations du service sanitaire.

ART. 13

Au cas où les mesures prévues ci-dessus s'avéreraient insuffisantes et où les épizooties auraient été importées dans un pays par suite du transit d'animaux vivants, de viandes ou de produits d'origine animale, le transit en provenance des pays où l'épizootie a été importée pourra être refusé par le pays contaminé par suite du transit aussi longtemps que le danger existe.

ART. 14

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître réciproquement et sans retard toutes prohibitions et restrictions relatives au transit des animaux vivants, de viandes et de produits d'origine animale, ainsi que la suppression de ces mesures.

ART. 15

Rien dans la présente Convention ne saurait porter atteinte aux dispositions de toute autre Convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente Convention pour le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale est ou serait accordé au transit des dits animaux et produits d'une autre Haute Partie contractante.

*Dispositions finales*ART. 16 (*Règlement des différends*)

1. S'il s'élève, entre les Hautes Parties contractantes, un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au statut de la dite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 17 (*Langues, date*)

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

ART. 18 (*Signature, ratification*)

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de la dite Convention sera entrée en vigueur.

1. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article, en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

ART. 19 (*Adhésion*)

1. A partir du 16 février 1936, tout membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhé-

sion et à partir du moment où son obligation, en vertu de la première Convention, sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article, en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

ART. 20 (*Entrée en vigueur*)

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'article 19 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 18, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 21

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 20. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des membres ou Etat non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

ART. 22 (*Durée, dénonciation*)

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle entrera en vigueur pour une nouvelle période

de quatre ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente Convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette Convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 18 de la notification de la dénonciation de la présente Convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira, au regard de la présente Convention, le même effet.

ART. 23

(Application au colonies, protectorats, etc.)

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 18 et 19, pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elle se réservent également le droit de la dénoncer séparément, suivant les conditions de l'article 22.

4. La présente Convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour les quels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour la dite Haute Partie contractante dans les pays sus-mentionnés.

ART. 24 (*Révision*)

1 Des conférences de révision pourront être convoqués en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision, qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision, ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera, avec le concours de l'Office International des épizooties, les travaux des conférences de révision.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les

archives du secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 18.

Bulgarie, N. ANTONOFF. — *France*, V. DROUIN. — *Italie*, C. BISANTI. — *Lettonie*, J. FELDMANS. — *Pays-Bas*, pour le Royaume en Europe, C. VAN RAPPART. — *Pologne*, Titus KOMARNICKI. — *Roumanie*, C. ANTONIADE. — *Suisse*, FLÜCKIGER. — *Tchécoslovaquie* (le délégué de la Tchécoslovaquie déclare, au moment de la signature de la Convention, que son Gouvernement n'estime pas pouvoir renoncer au droit de subordonner le transit des animaux à travers son territoire à une autorisation préalable. Il déclare en même temps que son Gouvernement est décidé à faire, dans la pratique, du droit qu'il se réserve, un usage aussi libéral que possible, en se conformant aux principes qui sont à la base de la présente Convention destinée à faciliter le transit des animaux et des produits animaux). Rodolphe KUNZL-JIZERSKY.

*
**

III

TROISIÈME CONVENTION

Convention internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait).

.....
Désireux d'accorder au trafic des produits animaux (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait) la

plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique;

Ont désignés pour leurs plénipotentiaires :

.....
Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à admettre au libre trafic les produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait) en provenance des pays ayant ratifié la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux et ci-après désignés :

a) Les cuirs, peaux sèches ou salées et les cuirs à colle secs, salés ou chaulés;

b) Les cornes, sabots, onglons, griffes, défenses, dents, secs ou ayant été soumis à l'ébullition, le tout sans débris de parties molles adhérentes;

c) Les os secs ou cuits, également sans débris des parties molles adhérentes et les poudres d'os stérilisées par la vapeur sous pression;

d) Les laines brutes sèches, les débris de laines, les laines provenant des tanneries, les poils secs des divers animaux (soies, crins) à l'état brut, les plumes sèches de toute espèce, tous ces produits devant être emballés dans des sacs ou enveloppes;

e) Les boyaux secs ou salés, les estomacs et les vessies secs, présentés en baril, en caisses ou emballés ;

f) Les mêmes produits que ceux énumérés aux cinq paragraphes qui précèdent, s'ils ont subi tout autre traitement reconnu comme suffisant au point de vue de la

prophylaxie vétérinaire par les Hautes Parties contractantes intéressées.

Toutefois, en ce qui concerne la peste bovine, la peste porcine, la fièvre aphteuse, la clavelée et le charbon bactérien, les Hautes Parties contractantes pourront subordonner leur trafic à la mise en œuvre des dispositions ci-après indiquées.

Annexe à l'article premier

Les qualificatifs « sec » et « salé », qui figurent au présent article sous le paragraphe *a*, s'appliquent exclusivement aux matières complètement desséchées ou totalement imprégnées de sel.

ART. 2

Si la peste bovine apparaît sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Hautes Parties contractantes auront le droit de prohiber, aussi longtemps que durera le danger de la contagion, l'importation des parties d'animaux et des produits d'origine animale pouvant servir de véhicule à la contagion.

ART. 3

Lorsque le charbon bactérien prendra un caractère malin ou se manifestera en de nombreux foyers disséminés, lorsque la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée prendront un caractère malin ou envahissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Parties pourront exiger que les produits d'origine animale visés à l'article premier soient accompagnés, en vue de leur admission à l'importation, d'un certificat d'origine et de salubrité permettant l'identification des produits et conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Ce certificat doit être signé ou contresigné par un vétérinaire d'Etat ou par un vétérinaire dûment autorisé à cet effet par l'Etat. Il ne peut être délivré que si

L'origine et l'innocuité des produits peuvent être attestés par un contrôle vétérinaire.

Lorsque sévissent au pays d'origine le charbon bactérien ou la clavelée, les Hautes Parties contractantes peuvent exiger que l'importation sur leur territoire des produits d'origine animale visés à l'article premier, et susceptibles de servir de véhicule à la contagion, se fasse directement à destination d'établissements spécialement autorisés à cet effet. Elles pourront établir des prescriptions spéciales pour le transport des produits vers ces établissements et pour l'utilisation industrielle de ces marchandises.

Il est expressément indiqué que les mesures ci-dessus envisagées ne sauraient être opposées aux pays dans lesquels le charbon sévit sous une forme sporadique.

ART. 4

Indépendamment du certificat d'origine et de salubrité visé à l'article précédent et en cas de recrudescence du charbon bactérien dans le pays d'origine, lors de l'importation de cuirs, peaux, laines, crins, poils, soies, os et poudres d'os, des attestations peuvent être exigées qui indiqueront que ces produits animaux ont été soumis, sous la responsabilité de l'Etat exportateur et par des méthodes reconnues efficaces par les Hautes Parties contractantes intéressées, soit à la désinfection, soit à la recherche de la virulence. En ce qui concerne les os et les poudres d'os, si un traitement garantissant suffisamment la destruction des germes du charbon ne paraît pas réalisable, des conventions particulières seront nécessaires.

Les attestations délivrées doivent mentionner très exactement les modes de désinfection ou de recherches utilisés. Ces attestations indiquent aussi les mesures prises pour éviter, après la désinfection, une nouvelle contamination en cours de transport.

En ce qui concerne les peaux et les cuirs complète-

ment salés provenant d'abattoirs publics placés sous un contrôle vétérinaire permanent, il suffira de produire les certificats d'origine et de salubrité prévus à l'article 3.

ART. 5

Si, par le trafic d'animaux ou de produits d'origine animale, une maladie infectieuse — autre que la rage, la dourine, la péripneumonie contagieuse des bovidés et la morve, et dont la mention dans le Bulletin sanitaire est obligatoire en vertu de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux en date de ce jour — a été importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'une des autres Parties, celles-ci auront le droit d'interdire, pour la durée du danger, l'importation des matières brutes d'origine animale pouvant servir de véhicule à cette contagion.

Elles auront le même droit si l'une des maladies visées à l'alinéa ci-dessus sévit d'une manière menaçante sur le territoire de l'une d'elles.

Le commerce des laines lavées industriellement échappe à cette prescription.

ART. 6

Les autorités sanitaires vétérinaires des ports, stations et entrepôts peuvent délivrer valablement, pour les marchandises couvertes par une attestation sanitaire globale, des attestations partielles, destinées à accompagner les réexpéditions fractionnées.

Il pourra être exigé qu'une copie conforme de l'attestation sanitaire globale soit jointe aux attestations partielles.

ART. 7

Si les certificats d'origine et de salubrité ou les attestations ci-dessus prévues ne répondaient pas aux exigences formulées dans les articles précédents et, de ce

fait, ne fournissaient pas des garanties suffisantes, les pays importateurs seraient autorisés à refouler les envois à la station frontière ou à exiger, soit la désinfection lors de l'importation, soit un contrôle portant sur la recherche de la virulence.

ART. 8

Si l'une des Hautes Parties contractantes constate que des irrégularités se sont produites à l'importation, dans la délivrance des certificats ou attestations requis, elle pourra interdire l'importation des produits énumérés à l'article premier, mais elle en informera en même temps la ou les Hautes Parties contractantes intéressées — pays d'origine, de provenance ou de transit — afin qu'elles puissent prendre les mesures et sanctions propres à réprimer ces abus et à en éviter le retour. Si la Haute Partie contractante demanderesse estime que les mesures prises par le ou les pays intéressés n'offrent pas les garanties qu'elle juge nécessaires, elle pourra continuer à interdire l'importation des produits énumérés à l'article premier, originaires ou en provenance des pays en question. Elle devra, toutefois, être prête à prendre en considération les propositions de l'autre ou des autres Hautes Parties contractantes tendant à rendre possible la reprise de ce commerce et à entrer en pourparlers avec elle à ce sujet.

ART. 9

Rien, dans la présente Convention, ne saurait porter atteinte aux dispositions de toute autre convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente Convention pour l'exportation et l'importation des produits d'origine animale énumérés à l'article premier, est ou serait accordé à l'exportation ou à l'importation des dits produits d'une Haute Partie contractante.

*Dispositions finales***ART. 10** (*Règlement des différends*)

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au statut de la dite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 11 (*Langues, date*)

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

ART. 12 (*Signature, ratification*)

1. La présente Convention pourra être signée, jusqu'au 15 février 1936, au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si

la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation, en vertu de la dite Convention, sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article, en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

ART. 13 (*Adhésion*)

1. A partir du 16 février 1936, tout membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation, en vertu de la dite Convention, sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article, en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

ART. 14 (*Entrée en vigueur*)

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions, remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 12 et au paragraphe 3 de l'article 13, auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 12, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 15

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 14. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

ART. 16 (*Durée, dénonciation*)

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente Convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette Convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la notification de la dénonciation de la présente Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira, au regard de la présente Convention, le même effet.

ART. 17 (Application aux colonies, protectorats, etc.)

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 12 et 13 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 16.

4. La présente Convention ne pourra pas s'appliquer

aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour la dite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

ART. 18 (*Révision*)

1. Des conférences de révision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision, qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision, ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera, avec le concours de l'Office International des épizooties, les travaux des conférences de révision.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les

membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 12.

Bulgarie, N. ANTONOFF. — *France*, V. DROUIN. —
Italie, C. BISANTI. — *Lettonie*, J. FELDMANS. —
Pays-Bas, pour le Royaume en Europe, C. VAN
 RAPPARD. — *Pologne*, Titus KOMARNICKI. — *Rou-*
manie, C. ANTONIADE. — *Suisse*, FLÜCKIGER. —
Tchécoslovaquie, Rodolphe KUNZL-JIZERSKY.

Vu : *Le Président* :

DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

Vu : Pour le Doyen

l'Assesseur :

RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	3
CHAPITRE PREMIER :	
Les Peuples et la Contagion	5
Migrations.	
Invasions.	
Commerce.	
Maladies Contagieuses.	
CHAPITRE II :	
La lutte contre la Contagion	23
Historique.	
Règles de Police Sanitaire.	
CHAPITRE III :	
La lutte contre la Contagion par les Ententes Bilatérales	49
Congrès Vétérinaires.	
Office International des Epizooties.	
Conférence de Stamboul.	
Accords bilatéraux.	
CHAPITRE IV :	
La lutte contre la Contagion par le Pacte Sanitaire International	73
Comité Economique de la S. D. N.	
Sous-Comité d'Experts.	
Conventions Vétérinaires Internationales.	
CONCLUSION.	91
ANNEXES :	
Office International des Epizooties	97
Première Convention Vétérinaire Internationale	98
Seconde Convention Vétérinaire Internationale	109
Troisième Convention Vétérinaire Internationale	121

